

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1654

[C — 2009/31234]

**5 MARS 2009. — Décret relatif à l'offre de services ambulatoires
dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé**

L'assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions générales

Section I^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent décret règle en vertu de l'article 138 de la Constitution une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Section II. — Définitions générales

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° le Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé créé par le décret du 5 juin 1997;

2° le service ambulatoire : structure agréée en tant que centre, maison ou service actif dans le domaine de l'Action sociale, de la Famille et de la Santé qui, par une approche interdisciplinaire et en partenariat avec d'autres acteurs socio-sanitaires, assure des prestations pour les bénéficiaires dans leur milieu de vie, permettant ainsi d'améliorer leur qualité de vie. Le service ambulatoire est soit un service de santé mentale, un service actif en matière de toxicomanies, un centre d'action sociale globale, un centre de planning familial, une maison médicale, un service de médiation de dettes, un service d'aide aux justiciables, un service « Espaces-Rencontres », un centre de coordination de soins et services à domicile, un service de soins palliatifs et continués, un service d'aide à domicile, un centre d'accueil téléphonique;

3° le bénéficiaire : toute personne, famille, groupe ou public spécifique en faveur de qui est conduite une mission de service public en matière d'action sociale, familiale et de santé;

4° le siège d'activité, l'antenne : lieux où s'exercent ou d'où s'organisent les missions des services ambulatoires;

5° le secteur : ensemble des services ambulatoires agréés sous la même appellation telles que visées au 2°;

6° le soin : action au bénéfice d'une personne, d'un groupe de personnes ou de la population dans le but de promouvoir, d'améliorer, de protéger, d'évaluer, de maintenir ou de rétablir sa santé;

7° l'action sociale : action qui vise prioritairement à lutter contre des situations de précarité et d'exclusion caractérisées par des problèmes multiples et complexes.

Elle met en œuvre un ensemble de moyens par lesquels la société agit sur elle-même pour assurer sa cohésion sociale, par des actions visant à aider les personnes, les familles et les groupes les plus fragiles à mieux vivre, à acquérir ou à préserver leur autonomie et par le soutien des réseaux de solidarité, notamment par l'action communautaire.

L'aide aux familles participe de l'action sociale.

8° l'organisme : l'organisme de coordination ou l'organisme représentatif et de coordination;

9° le territoire : entité géographique, définie par le service ambulatoire, sur laquelle il exerce principalement ses missions.

CHAPITRE II. — Définitions et missions sectorielles

Section I^{re}. — Les services de santé mentale

Art. 3. Le service de santé mentale est un service ambulatoire qui, par une approche multidisciplinaire, et en collaboration avec d'autres institutions et personnes concernées par la santé, contribue au diagnostic et au traitement psychiatrique, psychologique, psychothérapeutique et psychosocial du bénéficiaire dans ses milieux habituels de vie, et à la prévention en santé mentale. C'est un service ambulatoire qui réalise ses missions, principalement, au bénéfice de la population et des partenaires du territoire d'intervention.

Art. 4. § 1^{er}. Le service de santé mentale exerce les missions générales suivantes :

1° offrir un premier accueil, analyser et, le cas échéant, orienter la demande de tout bénéficiaire;

2° poser un diagnostic et assurer le traitement psychiatrique, psychologique, psychothérapeutique et psychosocial de problèmes de santé mentale. Le diagnostic et le traitement de problèmes de santé mentale intègrent les aspects médicaux, psychiatriques, psychologiques et sociaux. Ils visent essentiellement à améliorer le bien-être psychique du patient dans ses milieux habituels de vie.

Le service de santé mentale assure le traitement des patients notamment par :

a) une collaboration avec toutes les personnes et institutions concernées;

b) un suivi de patients qui sont hébergés dans des institutions résidentielles et hospitalières, en accord avec les médecins de ces institutions;

c) un suivi de patients qui ont été hébergés dans des institutions résidentielles et hospitalières;

d) un travail qui vise à la réinsertion sociale de patients qui, suite à des problèmes de santé mentale, rencontrent des difficultés dans leur vie familiale, scolaire, professionnelle ou sociale;

3° organiser, élaborer ou collaborer à des activités de prévention.

Le service de santé mentale organise ou collabore à des activités de prévention étroitement liées à ses missions générales et, le cas échéant, aux projets spécifiques qu'il développe.

Ces activités peuvent notamment consister en :

a) l'information, la sensibilisation et l'éducation en matière de santé mentale de la population;

b) l'information, la sensibilisation et l'éducation en matière de santé mentale des travailleurs du réseau sanitaire et social;

c) des interventions spécifiques de prévention envers des groupes ciblés, notamment dans des lieux d'accueil de la petite enfance;

§ 2. Le service de santé mentale travaille en coordination avec le réseau sanitaire, psychosocial et scolaire. A cet effet, il est tenu de :

1° participer activement à la structure de partenariat local ou, si celle-ci fait défaut, veiller avec les personnes, institutions et services concernés à instituer une initiative semblable;

2° entreprendre des démarches pour établir des accords de partenariat avec les personnes, institutions et services publics et privés;

3° participer à la Plate-forme de Concertation pour la Santé mentale en Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre d'accord de coopération entre le Fédéral et la Région en matière de politique de soins de santé mentale.

Art. 5. Le service de santé mentale peut développer des projets spécifiques qui s'inscrivent dans une problématique de santé mentale. Il les définit à partir des besoins et des caractéristiques de la population qui s'adresse au service.

Section II. — Les services actifs en matière de toxicomanies

Art. 6. Le service actif en matière de toxicomanies est un service ambulatoire qui, par une approche multidisciplinaire, mène, de manière permanente et privilégiée, une action spécifique de prévention, d'accompagnement ou de soins vis-à-vis de personnes confrontées, ou susceptibles d'être confrontées, à un problème de toxicomanies.

Art. 7. Le service actif en matière de toxicomanies exerce les missions d'accueil et d'information pour les usagers de drogues, leur famille et leur entourage et au moins une des missions générales suivantes :

1° l'accompagnement

Le service actif en matière de toxicomanies accompagne la demande des bénéficiaires et assure, en son sein, par un suivi individualisé, la guidance psychosociale et administrative en concertation avec les personnes et institutions concernées, notamment les acteurs sociosanitaires, scolaires et socio-culturels. Il peut ensuite orienter ou réorienter les bénéficiaires en fonction de leurs besoins vers des personnes ou institutions plus appropriées;

2° les soins

a) Le service actif en matière de toxicomanies pose un diagnostic et assure le traitement des bénéficiaires rencontrant des problèmes liés à l'usage de drogues. Le traitement de ces problèmes intègre les aspects médicaux, psychiatriques et psychologiques. Il vise à assurer le mieux-être des bénéficiaires dans leur milieu habituel de vie, ce qui n'implique pas nécessairement leur sevrage.

b) Le service associe au traitement du bénéficiaire, avec l'accord de celui-ci, le médecin généraliste désigné par le bénéficiaire et, dans la mesure du possible, tous les professionnels extérieurs à l'équipe du service, susceptibles de contribuer au traitement.

3° la prévention

a) Le service actif en matière de toxicomanies organise des activités de prévention ou collabore à l'organisation d'activités ayant pour objet la prévention, notamment la prévention des dommages encourus par les usagers de drogues.

b) Les activités de prévention peuvent notamment consister en :

1. l'information, la sensibilisation et l'éducation de la population ainsi que des acteurs sociosanitaires, psychosociaux, scolaires et socioculturels en matière de toxicomanies et de prévention des dommages encourus par les usagers de drogues;

2. les interventions spécifiques de prévention envers des groupes ciblés, notamment envers des personnes confrontées ou susceptibles d'être confrontées à des problèmes de toxicomanies.

Art. 8. Le service actif en matière de toxicomanies peut, en outre, exercer une ou des missions particulières suivantes :

1° La réinsertion

Le service actif en matière de toxicomanies effectue un travail d'encadrement nécessaire à la réinsertion sociale, familiale, scolaire et professionnelle des bénéficiaires. Il travaille en collaboration avec les personnes et institutions concernées, notamment les acteurs sociosanitaires administratifs, scolaires et socioculturels et le monde du travail.

2° La liaison

Le service actif en matière de toxicomanies mène une action de liaison entre différents intervenants ou entités qui accueillent des usagers de drogues. Il organise les collaborations de façon à ce que les besoins des bénéficiaires soient rencontrés de manière adéquate.

3° La formation

Le service actif en matière de toxicomanies assure la sensibilisation, la formation, la formation continuée ou la supervision d'intervenants confrontés ou susceptibles d'être confrontés aux problèmes rencontrés par les usagers de drogues.

Section III. — Les centres d'action sociale globale

Art. 9. Le centre d'action sociale globale est un service ambulatoire qui organise une action sociale globale.

L'action sociale globale est une action développée dans le but de restaurer ou améliorer les relations du bénéficiaire avec la société et réciproquement, selon les méthodes qui, d'une part, agissent sur l'ensemble des facteurs, quels qu'ils soient, de précarisation sociale du bénéficiaire - même lorsqu'il peut être fait appel à des institutions spécialisées dans certains types d'aide ou de missions - et, d'autre part, sollicitent les capacités des bénéficiaires eux-mêmes.

Art. 10. Le centre d'action sociale globale a pour mission de développer l'action sociale globale en assurant aux bénéficiaires, notamment, un premier accueil, une analyse de leur(s) situation(s) problématique(s), une orientation, un accompagnement et un suivi.

L'action sociale s'exerce selon trois modes d'intervention :

1° L'action collective :

a) vise à induire, à élaborer et à apporter aux bénéficiaires, en interaction avec leur milieu de vie, des réponses collectives à des problématiques individuelles, à restaurer des liens sociaux ainsi qu'une dynamique de solidarité et de prise de responsabilité entre les personnes;

b) offre aux bénéficiaires des activités de groupe, des connaissances et des outils méthodologiques susceptibles de révéler leur savoir-faire et d'acquérir ou développer leurs capacités personnelles et leur autonomie.

2° L'action sociale communautaire :

a) vise à induire, à élaborer, à initier et à développer, avec et pour les bénéficiaires, des réponses collectives à des problématiques collectives, des actions concrètes favorisant leur participation et cohabitations sociales et culturelles ainsi que la prévention et la lutte contre l'isolement et les mécanismes d'exclusion sociale et culturelle;

b) se fonde sur :

1. l'identification des problématiques sociales qui apparaissent à travers les actions du centre d'action sociale globale, l'exploration de leur nature et de leur étendue et la formulation opérationnelle de changements sociaux et structurels recherchés;

2. la détermination des instruments et moyens requis pour réaliser ces changements, en tenant compte des potentialités des bénéficiaires, des ressources internes et externes au centre d'action sociale globale et des moyens supplémentaires à mettre en œuvre pour remédier aux carences et difficultés répertoriées;

3. l'implication et la complémentarité, existantes ou à mettre en œuvre, des différents intervenants politiques, institutionnels, administratifs et associatifs concernés par les problématiques sociales des bénéficiaires.

3° L'aide individuelle vise à :

a) aider le bénéficiaire à surmonter les difficultés propres à sa situation, à l'accompagner concrètement dans ses démarches juridiques et administratives et à le rencontrer dans son milieu de vie, si nécessaire;

b) répondre aux situations de crise, à prévenir la rupture ou la dégradation de la situation du bénéficiaire, dans ou avec son milieu de vie;

c) lui fournir les informations requises pour qu'il puisse faire valoir ses droits fondamentaux et accéder à tous les services et institutions d'aide aux personnes et de la santé ainsi qu'à toutes les ressources sociales, sanitaires, culturelles et d'éducation permanente présentes dans la Région de Bruxelles-Capitale;

d) orienter et soutenir le bénéficiaire dans l'élaboration ou la mise en œuvre de solutions personnelles.

L'aide individuelle constitue un support aux actions collectives et aux actions sociales communautaires, chaque fois que c'est possible.

Art. 11. Les centres d'action sociale globale collaborent entre eux dans le but de réaliser :

1° une visibilité maximale des centres agréés et de l'ensemble des services et activités qu'ils offrent au public;

2° une analyse collective des situations problématiques qui apparaissent à travers l'exercice de leur action sociale globale en mettant en évidence l'évolution des phénomènes sociaux. Cette analyse est présentée tous les trois ans au Collège.

Section IV. — Les centres de planning familial

Art. 12. Le centre de planning familial est un service ambulatoire extra-hospitalier ayant pour objet l'accueil, l'information et l'accompagnement des personnes, des couples et des familles dans le cadre de la vie affective et sexuelle.

Art. 13. Le centre de planning familial exerce les missions suivantes :

1° l'accueil, l'information et l'accompagnement des personnes, des couples et des familles.

A cet effet, il est tenu :

a) d'accueillir toute personne en situation de détresse affective, relationnelle, sexuelle et administrative et de lui apporter écoute, réponse et orientation;

b) d'organiser des consultations médicales, psychologiques, sociales et juridiques;

c) d'assurer le suivi des grossesses et les consultations prénatales et d'aider les femmes enceintes en difficulté;

d) d'organiser des activités de prévention, afin de préparer les jeunes à la vie affective, relationnelle et sexuelle, d'assurer l'information et de susciter la réflexion auprès des adultes, sur ce thème;

e) d'informer les personnes et les groupes sur tout ce qui concerne la contraception, la grossesse désirée ou non et l'interruption volontaire de grossesse.

Dans le respect de la loi, le centre peut développer des activités dans le domaine spécialisé de la pratique d'interruption volontaire de grossesse réalisée.

Le centre de planning familial peut développer des activités spécifiques dans des domaines plus spécialisés liées aux missions notamment dans le cadre de la consultation conjugale, de la médiation familiale.

2° le développement d'une politique de prévention en coordination avec les acteurs sociosanitaires.

Section V. — Les maisons médicales

Art. 14. La maison médicale est un service ambulatoire qui dispense des soins de santé primaires dans une approche globale, tant organique que psychologique et sociale, considérant le malade comme un sujet ayant une histoire personnelle et s'intégrant dans un environnement familial, professionnel et socio-économique. Ces soins intégrés incluent la prévention qui peut être réalisée, soit lors de contacts individuels, soit lors des actions menées vis-à-vis d'une population définie. Des soins continus sont dispensés en assurant la synthèse, la maîtrise et le suivi de l'information relative à l'ensemble des problèmes de santé vécus par le patient tout au long de sa prise en charge.

Art. 15. La maison médicale exerce, dans le cadre du développement des soins de santé intégrée, les missions suivantes :

- 1° dispenser des soins de santé primaires, soit des soins de première ligne dispensés en consultation et à domicile et le suivi préventif;
- 2° assurer des fonctions de santé communautaire, soit développer des activités coordonnées avec l'ensemble du réseau psycho-médico-social et créer des conditions de participation active de la population à la promotion de sa santé;
- 3° assurer des fonctions d'observatoire de la santé en première ligne, soit recueillir des données permettant une description épidémiologique de la population desservie, l'évaluation des objectifs et l'auto-évaluation des activités de la maison médicale en vue d'une amélioration de la qualité des soins;
- 4° assurer des fonctions d'accueil.

Section VI. — Les services de médiation de dettes

Art. 16. Le service de médiation de dettes est un service ambulatoire qui preste des services, à l'exclusion de la conclusion d'un contrat de crédit, en vue de venir en aide aux personnes surendettées, c'est-à-dire aux personnes physiques qui rencontrent des difficultés financières ou sont dans l'impossibilité de faire face à leurs dettes exigibles ou à échoir.

Art. 17. Le service de médiation de dettes exerce les missions suivantes :

- 1° aider le bénéficiaire à respecter, dans la mesure du possible, ses engagements envers les créanciers tant en assurant des conditions de vie conforme à la dignité humaine;
- 2° trouver une solution durable au problème de surendettement du débiteur;
- 3° tendre à responsabiliser le débiteur en lui donnant les instruments d'une gestion budgétaire autonome.

Section VII. — Les services d'aide aux justiciables

Art. 18. Le service d'aide aux justiciables est un service ambulatoire d'aide soit aux victimes et à leurs proches, soit aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches, soit à ces deux types de publics.

Il agit au bénéfice :

- 1° des victimes : les personnes ayant subi une infraction ou un fait qualifié d'infraction;
- 2° des inculpés : les personnes qui font l'objet d'une inculpation, ainsi que les personnes à l'égard desquelles l'action publique est engagée et les personnes qui se trouvent dans une situation qui les expose ou pourrait les exposer à faire l'objet d'une inculpation;
- 3° des condamnés : les personnes qui font l'objet d'une condamnation à une peine ou d'une mesure de mise à l'épreuve décidée en application de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation;
- 4° des ex-détenus : les personnes mises en liberté à titre conditionnel, provisoire ou définitif, en ce compris la personne ayant fait l'objet d'une mesure de défense sociale.

Art. 19. § 1^{er}. Le service d'aide aux justiciables organise toute action individuelle ou de groupe destinée à favoriser une participation active à la vie sociale, économique, publique et culturelle.

§ 2. En ce qui concerne l'aide aux victimes et à leurs proches, le service d'aide aux justiciables exerce les missions suivantes :

- 1° assurer une permanence spécifique dans des locaux appropriés;
- 2° contacter la victime qui, dans ce but, a autorisé les services de police à communiquer ses coordonnées aux services d'aide qu'elle désigne;
- 3° apporter aux victimes et à leurs proches, une aide psychologique centrée sur les causes et les conséquences, directes ou indirectes, de l'infraction;
- 4° accompagner les victimes ou leurs proches qui sollicitent une aide, tout au long de leurs démarches pour faire face aux conséquences de la victimisation, en ce compris la victimisation secondaire et, si possible, les aider à en obtenir réparation;
- 5° informer et orienter la victime ou ses proches dans ses relations avec la police, le pouvoir judiciaire et les sociétés d'assurances, ainsi que l'orienter en vue d'obtenir le bénéfice de l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence;
- 6° faciliter l'accès des victimes et de leurs proches aux services de l'aide aux personnes et de la santé, par un travail de partenariat avec les acteurs socio-sanitaires.

§ 3. En ce qui concerne l'aide aux victimes et à leurs proches, le service d'aide aux justiciables peut exercer, en outre, la mission complémentaire suivante : sensibiliser le public et les organismes concernés aux droits et aux besoins spécifiques des victimes, en organisant des formations à destination des acteurs psycho-médico-sociaux, des entreprises ou des services publics.

§ 4. En ce qui concerne les inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus et leurs proches, le service d'aide aux justiciables exerce les missions suivantes :

- 1° assurer une permanence spécifique dans des locaux appropriés;
- 2° apporter aux inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus ainsi qu'à leurs proches, une aide psychologique, individuelle et collective;
- 3° accompagner les inculpés, condamnés, ex-détenus qui sollicitent ou acceptent une aide pour faire face aux conséquences de leurs actes;

4° informer et orienter les inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus ou leurs proches dans leurs relations avec la police ou le pouvoir judiciaire;

5° faciliter l'accès des inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus ou leurs proches aux services de l'aide aux personnes et de la santé par un travail de partenariat avec les acteurs socio-sanitaires;

6° soutenir l'insertion ou la réinsertion socioprofessionnelle des inculpés, condamnés en liberté ou ex-détenus.

§ 5. En ce qui concerne les inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus et leurs proches, le service d'aide aux justiciables peut exercer, en outre, la mission complémentaire suivante : contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de solutions alternatives à la détention ou d'activités permettant d'éviter la privation de liberté.

§ 6. Le service d'aide aux justiciables agréé pour les missions visées aux paragraphes 2 et 4 peut, en outre, sensibiliser le public et les services concernés aux problèmes liés à la délinquance dans la collectivité ainsi qu'aux besoins des inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus et leurs proches.

Section VIII. — Les services « Espaces-Rencontres »

Art. 20. Le service « Espaces-Rencontres » est un service ambulatoire qui met à disposition des familles en situation de rupture, de divorce ou de séparation un lieu de rencontre enfants-parents et un encadrement par un tiers neutre et professionnel.

Les parents sont le père, la mère, les grands-parents ou toute autre personne titulaire d'un droit aux relations personnelles avec l'enfant au bénéfice duquel intervient le service « Espaces-Rencontres ».

Art. 21. § 1^{er}. Les services « Espaces-Rencontres » ont pour missions :

1° de permettre à l'enfant un exercice normal du droit aux relations personnelles avec le parent avec lequel il ne vit pas, lorsque ce droit a été interrompu ou lorsqu'il se déroule difficilement ou de manière conflictuelle;

2° de contribuer à créer ou à restaurer la relation entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas.

§ 2. Les missions visées au § 1^{er} sont exercées dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, ou à la demande des parents.

§ 3. Elles sont réalisées :

1° en organisant des rencontres entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas;

2° en encadrant par un tiers neutre et professionnel l'exercice du droit aux relations personnelles pour l'enfant et les parents concernés;

3° en fournissant gratuitement ses prestations.

Section IX. — Les centres de coordination de soins et de services à domicile

Art. 22. Le centre de coordination de soins et de services à domicile est un service ambulatoire qui vise à permettre à toute personne de vivre sa maladie ou son handicap à son domicile dans la dignité et dans le respect de sa liberté. Il organise la coordination des soins et des services à domicile. Il établit, en concertation avec le médecin traitant, les prestataires de soins et de services, le bénéficiaire et son entourage, un plan de soutien dont il assure l'évaluation régulière et la coordination.

Art. 23. Le centre de coordination de soins et de services à domicile :

1° organise, à la demande du bénéficiaire ou de son représentants et en collaboration avec son médecin traitant, l'ensemble des soins et des services nécessaires, à son maintien à domicile;

2° organise à la demande du bénéficiaire ou de son représentant et en collaboration avec son médecin traitant, l'ensemble des soins et des services permettant d'assurer la continuité des soins et des services ainsi qu'une surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, afin d'éviter ou de raccourcir l'hospitalisation.

Art. 24. § 1^{er}. Les centres de coordination de soins et de services à domicile font partie du service intégré de soins à domicile agréé par la Commission communautaire française visé par l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les normes pour l'agrément spécial des services intégrés des soins à domicile.

Les centres de coordination de soins et services à domicile font partie ou collaborent aux autres services visés par l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les normes pour l'agrément spécial des services intégrés de soins à domicile actifs dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Les centres de coordination de soins et de services à domicile agréés par la Commission communautaire française exercent les missions du service intégré de soins à domicile visés aux articles 8, alinéa 1^{er}, 9, 10 alinéas 1^{er} et 11 de l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les normes pour l'agrément spécial des services intégrés des soins à domicile pour les patients qui adhèrent à leur service.

Section X. — Les services de soins palliatifs et continués

Art. 25. Le service de soins palliatifs et continués est un service ambulatoire qui a pour objectif le développement et l'amélioration des soins palliatifs et continués.

Les services de soins palliatifs et continués comportent l'aide et l'assistance interdisciplinaire globalement dispensées à domicile ou dans un hébergement non hospitalier en vue de rencontrer au mieux les besoins physiques, psychiques et moraux des patients atteints d'une maladie à pronostic fatal et de leur entourage.

Art. 26. Le service de soins palliatifs et continués exerce tout ou parties des missions suivantes :

1° organiser et coordonner, à la demande du patient ou de son représentant, en collaboration avec son médecin traitant et en liaison notamment avec l'équipe hospitalière et tout centre de coordination, l'ensemble des soins et des services à domicile permettant d'assurer la continuité des soins et des services ainsi que la surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept;

2° organiser et dispenser des soins palliatifs et continués, en étroite collaboration avec le médecin traitant et toute coordination;

3° assurer l'organisation et les interventions psychosociales, notamment psychiatriques que nécessite un patient atteint d'une maladie à pronostic fatal ainsi que le soutien à son entourage, en étroite collaboration avec le médecin traitant;

4° sensibiliser, assurer la formation, théorique ou pratique, la formation continue ou la supervision d'intervenants professionnels ou bénévoles, extérieurs au service amenés à traiter ou à soutenir les patients atteints d'une maladie à pronostic fatal et leur entourage.

Section XI. — Les services d'aide à domicile

Art. 27. Le service d'aide à domicile est un service ambulatoire qui favorise le maintien et le retour à domicile et assure, aussi longtemps que nécessaire, l'accompagnement et l'aide aux actes de la vie journalière des personnes isolées, âgées, handicapées, malades et des familles en difficulté.

Art. 28. Le service d'aide à domicile exerce les missions suivantes :

1° permettre aux bénéficiaires de mieux vivre à domicile, d'acquiescer et de préserver leur autonomie, avec le soutien d'aides familiaux, seniors et ménagers, en concertation avec l'environnement familial et de proximité et les autres intervenants professionnels s'il échoit;

2° accorder l'aide par priorité à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les plus démunis sur le plan financier, de la santé physique ou psychique ainsi que sur le plan social.

Art. 29. § 1^{er}. L'aide familial ou senior est un professionnel à caractère polyvalent. Il assiste et seconde les bénéficiaires dans la réalisation des tâches de la vie quotidienne. Il prévient notamment des dangers qui menacent le bénéficiaire ou son entourage. Il mène une action de concertation avec le bénéficiaire et ses collègues et collabore avec tous les acteurs médico-sociaux entourant le bénéficiaire;

§ 2. L'aide ménager assure l'entretien des pièces occupées du logement du bénéficiaire et effectue des tâches ponctuelles avec l'accord du responsable d'équipe. Il travaille en concertation avec ses collègues et le bénéficiaire. Il prévient le service de toute évolution sur le plan financier, de la santé physique ou psychique qu'il constate chez le bénéficiaire.

Section XII. — Les centres d'accueil téléphonique

Art. 30. Le centre d'accueil téléphonique est un service ambulatoire qui offre, par le biais du téléphone, dans l'anonymat et le secret du dialogue, une aide à toute personne en état de crise ou de détresse psychologique.

Art. 31. Le centre d'accueil téléphonique exerce les missions suivantes :

1° organiser, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et tous les jours de l'année, un accueil téléphonique et, le cas échéant, une orientation qui répond le mieux à la situation ou aux difficultés qui ont motivé l'appel;

2° être téléphoniquement accessible à la population;

3° assurer la supervision de l'activité des écoutants.

TITRE II. — Agrément, normes, subventions, contrôle et inspection

CHAPITRE I^{er}. — Conditions d'agrément

Section I^{re}. — Conditions générales d'agrément

Art. 32. Le Collège établit, après avis du Conseil consultatif, une programmation incluant un nombre de services par secteur en tenant compte de l'offre existante et des besoins constatés d'un point de vue sociologique, géographique, épidémiologique et socioéconomique.

Dans le cadre de cette programmation, le Collège fixe le nombre de nouveaux services qu'il peut agréer par secteur. Le Collège peut aussi renforcer les équipes des services ambulatoires agréés.

Le Collège communique la programmation à l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Art. 33. Pour être agréé, le service ambulatoire satisfait aux conditions suivantes :

1° être constitué sous forme d'association sans but lucratif, dont l'objet social correspond au secteur pour lequel il sollicite son agrément;

2° exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

3° désigner, parmi les membres de l'équipe, une personne chargée de la coordination générale du service ambulatoire;

4° être accessible à tous et remplir ses missions sans aucune discrimination;

5° respecter les règles de déontologie et de secret professionnels en vigueur dans le secteur auquel il appartient;

6° garantir la confidentialité dans l'organisation de ses locaux;

7° mener une démarche d'évaluation qualitative conformément au titre IV;

8° respecter les conditions sectorielles d'agrément et les normes d'agrément;

9° souscrire une assurance en responsabilité civile professionnelle;

10° souscrire une assurance en responsabilité des administrateurs.

Section II. — Conditions sectorielles d'agrément

Sous-section I^{re}. — Conditions d'agrément des services de santé mentale

Art. 34. § 1^{er}. Pour être agréé comme service de santé mentale, le service comprend une équipe pluridisciplinaire qui assure au moins les fonctions suivantes :

1° la fonction psychiatrique;

2° la fonction psychologique;

3° la fonction sociale;

4° la fonction d'accueil et de secrétariat.

Pour assurer ces fonctions, le service comprend une équipe minimale qui assure des prestations équivalentes au moins à un temps plein de travail pour chacune des fonctions visées aux 1°, 2°, 3° et 4°.

§ 2. L'équipe minimale est composée de travailleurs qui sont engagés par le service de santé mentale pour des prestations équivalant au moins à la moitié d'un temps plein de travail.

§ 3. En outre, le service peut comprendre une équipe pluridisciplinaire spécialisée dans la prise en charge des enfants et des adolescents, qui assure au moins les fonctions pédopsychiatrique, psychologique et sociale. Pour assurer chacune de ces fonctions, cette équipe est composée de personnes qui assurent des prestations équivalant au moins à un demi temps plein de travail pour la fonction pédopsychiatrique et aux trois quarts d'un temps plein de travail pour la fonction psychologique et la fonction sociale.

§ 4. L'équipe peut également assurer des fonctions complémentaires, notamment dans le domaine de la médecine, des soins infirmiers, de la pédagogie, de la sociologie, de la criminologie, de la psychomotricité, de la logopédie, de l'ergothérapie. Ces fonctions complémentaires sont directement liées aux activités menées par le service de santé mentale dans le cadre de ses missions générales et, le cas échéant, de ses projets spécifiques.

Art. 35. § 1^{er}. Le service de santé mentale est situé de façon à répondre au mieux aux intérêts des patients et de la population qu'il dessert. Il veille à permettre à ceux-ci un accès aisé.

§ 2. Le service de santé mentale organise une permanence d'accueil.

§ 3. Afin d'assurer le suivi des patients et en accord avec ceux-ci, il organise également leur prise en charge à domicile, au lieu de résidence ou d'hébergement, ou en tout autre endroit utile.

Sous-section II. — Conditions d'agrément des services actifs en matière de toxicomanies

Art. 36. Pour être agréé comme service actif en matière de toxicomanie, le service exerce au moins deux missions visées aux articles 7 et 8, dont l'une au moins est générale.

Art. 37. § 1^{er}. Pour être agréé comme service actif en matière de toxicomanies, le service comprend une équipe d'au minimum un mi-temps par mission agréée.

§ 2. L'équipe minimale est composée de travailleurs qui sont engagés par le service pour des prestations équivalant au moins à la moitié d'un temps plein de travail.

§ 3. L'équipe peut également assurer des fonctions complémentaires directement liées aux activités menées par le service actif en matière de toxicomanies dans le cadre de ses missions générales et particulières.

Sous-section III. — Conditions d'agrément des centres d'action sociale globale

Art. 38. Pour être agréé comme centre d'action sociale globale, le centre satisfait aux conditions suivantes :

- 1° sans préjudice des dispositions prévues à l'article 40, assurer une permanence de premier accueil;
- 2° collaborer avec les centres d'action sociale globale agréés, conformément à l'article 11. Le Collège fixe les modalités de collaboration inter-centres.

Art. 39. Pour être agréé comme centre d'action sociale globale, le centre comporte une équipe minimale de deux équivalents temps pleins de professionnels remplissant la fonction sociale et d'un demi équivalent temps plein de travailleur remplissant une fonction administrative. Un des professionnels remplissant la fonction sociale assure la responsabilité de la coordination générale. Le temps de travail de coordination générale et de fonction administrative sont liés au temps de travail de la fonction sociale et augmentent selon les modalités déterminées par le Collège.

Art. 40. Suivant les nécessités motivées dans le dossier de demande d'agrément, le Collège peut autoriser l'existence d'une ou plusieurs antennes pour un même centre d'action sociale globale à condition que les activités liées à l'action sociale globale et la permanence de premier accueil y soient assurées par un professionnel qualifié pour assurer la fonction sociale.

Sous-section IV. — Conditions d'agrément des centres de planning familial

Art. 41. § 1^{er}. Pour être agréé comme centre de planning familial, le centre dispose d'une équipe pluridisciplinaire. Chaque équipe assure au moins les fonctions suivantes :

- 1° d'accueil;
- 2° médicales et gynécologiques;
- 3° psychologiques;
- 4° sociales;
- 5° juridiques;
- 6° administratives.

En outre le centre peut exercer les fonctions sexologiques, de conseil conjugal et de médiation familiale.

§ 2. Les missions d'accueil et de prévention sont exercées par les personnes titulaires des diplômes requis pour exercer les fonctions citées au § 1^{er}, à l'exception de la fonction administrative.

§ 3. Les activités de prévention peuvent être confiées à des personnes extérieures à l'équipe appelées par le centre en raison de leur qualité de spécialistes.

Art. 42. Pour assurer les missions prévues à l'article 13 du décret et les fonctions visées à l'article 41, § 1^{er} du décret, le cadre du personnel qui constitue l'équipe pluridisciplinaire de base comprend au minimum :

- 1° un médecin dont le volume hebdomadaire de travail est d'au moins zéro seize équivalent temps plein,
- 2° un(e) psychologue ou un(e) psychiatre à raison d'au moins zéro seize équivalent temps plein;
- 3° un(e) assistant(e) social(e) ou infirmier(ère) gradué(e) social(e) à raison d'au moins zéro seize équivalent temps plein;
- 4° un(e) juriste à raison d'au moins zéro seize équivalent temps plein;
- 5° un travailleur(euse) administratif(ive) titulaire engagé(e) à mi-temps au moins.

Le cadre minimal peut, en outre, comporter :

- 1° un(e) sexologue à raison d'au moins zéro seize équivalent temps plein;
- 2° un(e) conseiller(ère) conjugal(e) titulaire d'un graduat en conseil conjugal et familial à raison d'au moins zéro seize équivalent temps plein.

Sous-section V. — Conditions d'agrément des maisons médicales

Art. 43. Pour être agréé comme maison médicale, le service comprend une équipe pluridisciplinaire d'au minimum deux médecins généralistes, de personnel d'accueil et de secrétariat et de personnel paramédical ou social. L'activité principale du service s'exerce dans le cadre du développement des soins de santé intégrée.

Art. 44. Le cadre minimal comprend un équivalent temps plein de fonction d'accueil et un demi équivalent temps plein de fonction de santé communautaire.

Art. 45. Le service s'assure la collaboration de travailleurs sociaux et de psychothérapeutes.

Sous-section VI. — Conditions d'agrément des services de médiation de dettes

Art. 46. En dérogation à l'article 33, 1°, le service de médiation de dettes peut être organisé par une personne morale de droit public qui exerce ses activités dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 47. Pour être agréé comme service de médiation de dettes, le service :

1° affecte à la médiation de dettes au moins un assistant social disposant d'une formation spécialisée ou d'une expérience professionnelle.

2° justifie l'occupation d'un juriste disposant de la formation spécialisée ou de l'expérience professionnelle en médiation de dettes ou conclut une convention avec un juriste répondant au moins à une de ces conditions ou encore conclut une convention avec l'Ordre français des avocats du Barreau de Bruxelles;

3° doit avoir l'aide aux personnes en difficulté pour but social ou mission légale.

Art. 48. Les conditions suivantes doivent être remplies à tout moment :

1° l'honorabilité et le désintéressement du responsable, des mandataires, des préposés et du personnel du service de médiation de dettes;

2° le président, l'administrateur, le directeur ou le mandataire ne peuvent avoir encouru, sans réhabilitation, une peine d'emprisonnement d'au moins un mois, même avec sursis, pour une infraction prévue à l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions;

3° le service de médiation de dettes jouit d'une indépendance suffisante vis-à-vis des bénéficiaires et ne peut exercer une activité de prêteur ou d'intermédiaire de crédit soumis à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation.

Sous-section VII. — Conditions d'agrément des services d'aide aux justiciables

Art. 49. Pour être agréé comme service d'aide aux justiciables, le service remplit toutes les missions visées à l'article 19, § 1^{er} et § 2 ou à l'article 19, § 1^{er} et § 4.

Les missions visées à l'article 19 peuvent être limitées aux victimes de catégories spécifiques d'infractions ou de faits qualifiés d'infractions.

Dans ce dernier cas, le Collège peut autoriser un ou des services à ne pas être tenus d'exécuter la mission reprise à l'article 19, § 2, 2°.

L'arrêté d'agrément précise quelles sont les missions pour lesquelles le service d'aide aux justiciables est agréé et, s'il échoit, les limitations en matière de catégories d'infractions.

Art. 50. § 1^{er}. Pour assurer les missions prévues à l'article 19, le service d'aide aux justiciables dispose, au minimum, de 1,5 équivalent temps plein de fonction non administrative salariée dont au moins un mi-temps de fonction psychologique et un mi-temps de fonction sociale.

§ 2. Lorsqu'il dispose simultanément d'un agrément relatif aux missions visées à l'article 19, § 2, et à l'article 19, § 4, il exerce ces deux groupes de missions dans des lieux ou à des moments distincts.

Sous-section VIII. — Conditions d'agrément des services « Espaces-Rencontres »

Art. 51. Pour être agréé comme service « Espaces-Rencontres », le service :

1° accomplit, de manière exclusive, toutes les missions visées à l'article 21;

2° dispose de personnel qualifié et d'un coordinateur qui organise les activités du service « Espaces-Rencontres » en concertation avec les membres du personnel et d'un cadre de personnel fixé par le Collège. Celui-ci comprend au minimum une équipe de base de 2,5 équivalents temps plein dont :

a) au minimum un équivalent temps plein universitaire dont au moins un demi équivalent temps plein de fonction psychologique ou assimilée;

b) au minimum un équivalent temps plein gradué;

c) un maximum d'un demi équivalent temps plein administratif;

d) un membre de l'équipe de base visé aux points *a)* ou *b)* remplit la fonction de coordinateur à raison d'un demi équivalent temps plein.

3° s'engage à respecter la charte déontologique définie par le Collège;

4° disposer d'un règlement d'ordre intérieur précisant au minimum les droits et devoirs des membres du personnel et des bénéficiaires.

Sous-section IX. — Conditions d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile

Art. 52. § 1^{er}. Pour être agréé comme centre de coordination de soins et services à domicile dans le cadre de la mission visée à l'article 23, 1°, le service, pour chaque bénéficiaire,

1° assure la coordination des trois services suivants, sept jours sur sept :

a) aide aux actes de la vie journalière par un service agréé comme service d'aide aux familles et aux personnes âgées;

b) soins infirmiers à domicile;

c) distribution de repas à domicile;

2° assure la coordination de tous les services nécessaires à son maintien à domicile :

- a) accompagnement social par un service agréé;
- b) kinésithérapie;
- c) prêt de matériel;
- d) logopédie;
- e) ergothérapie;
- f) podologie;
- g) télévigilance;
- h) soutien psychologique;
- i) soins dentaires;
- j) coiffure

§ 2. Le centre de coordination organise un système de garde lui permettant de répondre aux urgences des bénéficiaires vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept.

Art. 53. Pour être agréé comme centre de coordination dans le cadre de la mission visée à l'article 23, 2°, le service :

1° organise et adapte journalièrement, en fonction de l'intensité de l'aide nécessaire, les services principaux visés à l'article précédent § 1^{er}, 1°;

2° organise un système de garde et de surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept disposant d'un accès continu aux dossiers de coordination des patients et organisant une intervention urgente endéans l'heure par du personnel infirmier.

Art. 54. Il est instauré 3 catégories de centres de coordination de soins et services à domicile en fonction :

1° des missions :

- a) le centre de coordination de catégorie 1 remplit la mission visée à l'article 23, 1°;
- b) le centre de coordination de catégorie 2 ou 3 remplit les deux missions visées à l'article 23, 1° et 2°;

2° du nombre de dossiers de coordination actifs :

Le Collège fixe après avis du Conseil consultatif le nombre de dossiers de coordination actifs nécessaires par catégorie ainsi que les critères d'appréciation de l'importance de la coordination organisée autour du bénéficiaire.

3° de l'organisation du centre et du type de système de garde mis en place :

a) Le centre de coordination de catégorie 1 ou 2 peut soit :

- 1) dispenser lui-même, en tout ou en partie les soins et services précités;
- 2) collaborer avec les prestataires de soins ou services. Ceux-ci peuvent être des prestataires indépendants ou des prestataires regroupés au sein de groupements de prestataires. Le Collège fixe les modalités de collaboration avec les prestataires.

b) le centre de coordination de catégorie 3 est un centre de coordination intégré qui :

1) constitue avec les services principaux visés à l'article 52, § 1^{er}, 1°, une unité technique d'exploitation au sens de l'article 50.3 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

2) organise un système de garde lui permettant d'assurer une permanence vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept dans ses locaux avec du personnel de coordination suffisant à cet effet.

Art. 55. § 1^{er}. Pour remplir ses missions, le centre de coordination dispose, au minimum, d'un employé temps plein de personnel de coordination, ci-après dénommé le coordinateur.

Le centre de coordination peut également disposer de personnel administratif et de direction.

§ 2. Le Collège détermine le personnel subsidié dans chaque catégorie ainsi que les catégories de centre de coordination qui bénéficient de personnel administratif et de direction.

Art. 56. Le centre de coordination :

1° tient à jour un dossier de coordination pour chaque bénéficiaire. Le contenu de ce dossier est accessible aux personnes dispensant les soins et services et dont le centre de coordination coordonne l'activité;

2° établit une fiche de liaison au domicile du bénéficiaire. Cette fiche ne comporte aucune donnée couverte par le secret médical.

Le Collège détermine le contenu minimal du dossier de coordination et de la fiche de liaison.

Art. 57. Le centre de coordination organise la transmission de l'information, notamment par des réunions de travail consacrées à l'exécution du plan de soutien afin que les différents prestataires puissent échanger toutes les informations utiles à son exécution.

Sous-section X. — Conditions d'agrément des services de soins palliatifs et continués

Art. 58. § 1^{er}. Pour être agréé comme service de soins palliatifs et continués, dans le cadre de la mission visée à l'article 26, 1°, le service organise et dispense journalièrement, en fonction de l'intensité de l'aide nécessaire, les services suivants :

1° soins infirmiers,

2° système de garde et de surveillance sept jours sur sept vingt-quatre heures sur vingt-quatre, permettant une intervention urgente et adaptée à la situation endéans l'heure.

Le service de soins palliatifs et continués dispose au moins, au sein de son équipe, de personnel infirmier et collabore avec un médecin référent formé spécifiquement en soins palliatifs.

§ 2. Pour remplir les missions visées à l'article 26, 2° et 3°, le service de soins palliatifs et continués assure une prise en charge de ses patients sept jours sur sept, en fonction de leurs besoins.

§ 3. Pour remplir les missions visées à l'article 26, 3° et 4°, le service de soins palliatifs et continués dispose au moins au sein de son service d'un(e) travailleur porteur d'une qualification psycho-médico-sociale.

Art. 59. Le service de soins palliatif et continués organise des réunions auxquelles les personnes extérieures à l'équipe qui participent à la prise en charge des patients sont conviées.

Art. 60. Il est instauré 5 catégories de services de soins palliatifs et continués en fonction du nombre et du type de missions remplies.

- 1° Le service de catégorie 1 remplit la mission visée à l'article 26, 4°.
- 2° Le service de catégorie 2 remplit les missions visées à l'article 26, 3° et 4°.
- 3° Le service de catégorie 3 remplit les missions visées à l'article 26, 2° et 3°.
- 4° Le service de catégorie 4 remplit la mission visée à l'article 26, 1°.
- 5° Le service de catégorie 5 remplit toutes les missions visées à l'article 26.

Sous-section XI. — Conditions d'agrément des services d'aide à domicile

Art. 61. Pour être agréé comme service d'aide à domicile, le service :

1° emploie à temps plein et de façon permanente au moins cinq aides familiaux titulaires du certificat d'immatriculation visé à l'article 132. Un emploi à temps plein peut être remplacé par plusieurs emplois à temps partiel pour autant que la somme de ceux-ci correspondent au moins à un temps plein;

2° applique aux aides familiaux et ménagers leur statut respectif tels que fixés par le Collège;

3° occuper au moins à quart temps, dans les liens d'un contrat de travail, un responsable d'équipe, de formation assistant social ou assimilé pour cinq aides familiaux, seniors ou ménagers à temps plein;

4° pour les services de plus de cent aides familiales, seniors et ménagères, désigner un directeur remplissant la fonction de coordinateur général.

Sous-section XII. — Conditions d'agrément des centres d'accueil téléphonique

Art. 62. Pour être agréé comme centre d'accueil téléphonique, le centre dispose d'une charte fixant les droits et devoirs réciproques du centre et des écoutants mentionnant expressément que l'adresse du centre, le nom de l'écoutant et son horaire de permanence ne peuvent pas être diffusés.

Art. 63. Le cadre minimum est de :

1° trois équivalents temps plein dont une fonction de direction assurant la coordination générale, un responsable et une fonction de secrétariat, lorsque le centre occupe plus de soixante collaborateurs bénévoles;

2° un et demi équivalent temps plein dont un responsable de la formation et un secrétaire si le centre en occupe de quarante à soixante;

3° un demi équivalent temps plein responsable de la formation si le centre en occupe moins de quarante.

CHAPITRE II. — Procédure d'agrément

Section 1^{re}. — Demande d'agrément

Art. 64. § 1^{er}. Le service ambulatoire introduit une demande d'agrément auprès du Collège.

Le Collège détermine les modalités d'introduction de cette demande.

Cette demande d'agrément est accompagnée d'une note précisant la manière dont le service répond ou envisage de répondre aux missions pour lesquelles il demande à être agréé et dans laquelle il s'engage à respecter les conditions sectorielles d'agrément et les normes d'agrément.

§ 2. Les documents suivants sont joints à la demande d'agrément :

- 1° le nom de l'association sans but lucratif;
- 2° le nom du service ambulatoire;
- 3° le numéro d'entreprise;
- 4° le numéro du compte en banque;
- 5° le nom de la personne habilitée à représenter l'association sans but lucratif et la preuve de sa désignation conformément aux dispositions statutaires;
- 6° l'adresse du ou des sièges d'activités;
- 7° le nom de la personne chargée de la coordination générale et la preuve de son mandat;
- 8° un document établissant que le service a la jouissance des locaux;
- 9° une attestation prouvant l'assurance en responsabilité des administrateurs;
- 10° une attestation prouvant l'assurance en responsabilité civile professionnelle du service;
- 11° un budget prévisionnel du service ambulatoire mentionnant toutes les subventions publiques acquises ou sollicitées;
- 12° la composition de l'équipe, présente et sollicitée, avec fonctions, qualifications et temps de travail;

§ 3. La demande est déclarée recevable si elle contient tous les documents visés ci-dessus, déclarés sincères et conformes et s'ils sont signés par la personne habilitée à représenter l'association sans but lucratif.

Art. 65. Lorsque la demande est déclarée recevable, le Collège fait instruire et fait procéder à une inspection dans un délai de trois mois.

Art. 66. Le Collège ensuite soumet le dossier ainsi instruit pour avis au Conseil consultatif.

Le Conseil consultatif rend son avis dans les trois mois à dater de sa saisine.

Art. 67. Le Conseil consultatif informe le demandeur de la date à laquelle son dossier est analysé et l'invite à venir présenter son projet.

Art. 68. Le Conseil consultatif rend son avis quelle que soit la suite qui ait été donnée par le demandeur à l'invitation à venir présenter son projet.

Art. 69. Après avis du Conseil consultatif, ou en cas d'absence d'avis rendu dans les délais prescrits, le Collège statue sur la demande d'agrément et notifie sa décision d'octroi ou de refus d'agrément provisoire au demandeur.

Section II. — Agrément provisoire

Art. 70. Le Collège octroie un agrément provisoire pour une durée de deux ans, renouvelable maximum une fois. La décision du Collège accordant l'agrément provisoire précise les missions pour lesquelles le service ambulatoire est agréé provisoirement et, sauf pour les services d'aide à domicile, la composition de l'équipe subventionnée.

Art. 71. Pendant la période couvrant l'agrément provisoire, le Collège fait procéder à une inspection et détermine si le Service ambulatoire répond aux conditions d'agrément et aux normes.

Section III. — Octroi et refus d'agrément

Art. 72. Six mois avant l'expiration de l'agrément provisoire, le Collège fait actualiser les documents visés à l'article 64, § 2. Il soumet une proposition motivée d'agrément, de refus d'agrément ou de renouvellement d'agrément provisoire du service ambulatoire, pour avis au Conseil consultatif. Celui-ci rend son avis dans un délai maximum de trois mois à dater de sa saisine. Tant que le Collège n'a pas statué sur l'octroi, le refus de l'agrément ou le renouvellement de l'agrément provisoire, le service ambulatoire conserve son agrément provisoire.

Art. 73. En cas de proposition de refus d'agrément, le Conseil consultatif informe la personne habilitée à représenter l'association sans but lucratif de la date à laquelle la proposition est examinée et l'invite à faire valoir ses observations.

Art. 74. Le Conseil consultatif rend son avis quelle que soit la suite donnée par l'association sans but lucratif à l'invitation à faire valoir ses observations.

Art. 75. Après avis du Conseil consultatif, ou en cas d'absence d'avis rendu dans les délais prescrits, la décision du Collège, portant l'agrément, le refus d'agrément ou le renouvellement d'agrément provisoire est notifiée au demandeur.

Art. 76. La décision du Collège accordant l'agrément précise les missions pour lesquelles le service ambulatoire est agréé et, sauf pour les services d'aide à domicile, la composition de l'équipe subventionnée.

Section IV. — Modification d'agrément

Art. 77. En cas de modification du nom de l'association sans but lucratif, de l'adresse du ou des sièges d'activités, des missions, de la manière dont elles sont exercées ou du cadre agréé, le service introduit une demande de modification d'agrément.

Art. 78. La demande de modification d'agrément est instruite suivant les règles applicables à la demande d'agrément, seuls les documents visés à l'article 64, § 2, ayant été modifiés doivent être transmis au Collège.

Section V. — Retrait d'agrément ou modification contrainte d'agrément

Art. 79. Lorsque les conditions ou les normes d'agrément ne sont plus respectées, ou lorsque le service ambulatoire ne remplit plus toutes les missions précisées dans la décision accordant l'agrément, le Collège adresse au service ambulatoire une mise en demeure motivée. Les travailleurs doivent en être immédiatement avertis par le service. Le Collège fixe le délai endéans lequel le service ambulatoire se met en conformité avec son agrément. Le Collège peut faire une proposition de modification contrainte d'agrément au service ambulatoire.

Art. 80. A l'issue de ce délai, le Collège soumet le dossier au Conseil consultatif. Celui-ci rend son avis dans les trois mois à dater de sa saisine.

Art. 81. Le Conseil consultatif informe la personne habilitée à représenter l'association sans but lucratif, de la date à laquelle son dossier est analysé et l'invite à faire valoir ses observations et à se présenter devant lui.

Art. 82. Le Conseil consultatif rend son avis quelle que soit la suite qui a été donnée par l'association sans but lucratif l'invitation à faire valoir ses observations.

Art. 83. La décision du Collège portant retrait d'agrément ou proposition de modification contrainte d'agrément est notifiée au service par pli recommandé à la poste avec accusé de réception

Art. 84. § 1^{er}. La décision du Collège portant retrait d'agrément entraîne la suppression de la subvention du service concerné dans un délai minimum de trois mois à dater du 1^{er} jour du mois suivant sa notification. Le service ambulatoire est tenu de communiquer aux bénéficiaires du service et aux membres de l'équipe, dès sa notification par le Collège, la décision de retrait d'agrément.

§ 2. La décision du Collège portant modification contrainte d'agrément entraîne la modification de la subvention du service concerné dans un délai minimum de trois mois à dater du 1^{er} jour du mois suivant sa notification.

Art. 85. La mention d'agrément est supprimée de tous documents, affiches et publications à partir de la date du retrait d'agrément.

Art. 86. Avec l'accord des bénéficiaires, ceux-ci sont orientés vers un autre service ambulatoire et leur dossier individuel est transmis à ce service.

Section VI. — Retrait d'agrément pour raisons urgentes

Art. 87. Lorsque des raisons urgentes le justifient, le Collège peut ordonner, par décision motivée et à titre provisoire le retrait d'agrément d'urgence d'un service ambulatoire.

Art. 88. Il en informe le service ambulatoire qui cesse immédiatement toute activité agréée. Le Conseil consultatif en est simultanément informé.

Art. 89. Le Collège informe, sans délai, la personne habilitée à représenter le service ambulatoire de la date à laquelle son dossier est analysé et l'invite à faire valoir ses observations et à se présenter devant lui.

Art. 90. Le Collège statue définitivement sur le retrait d'agrément, quelle que soit la suite qui a été donnée à l'invitation à comparaître.

Art. 91. En cas de retrait d'agrément la décision entraîne la suppression de la subvention dans un délai de trois mois à dater du 1^{er} jour du mois suivant sa notification au service ambulatoire concerné.

Art. 92. Le service ambulatoire est tenu de communiquer aux bénéficiaires du service et aux membres de l'équipe, dès sa notification, la décision de retrait d'agrément pour raisons urgentes. La mention d'agrément est supprimée de tous documents, affiches et publications à partir de la date du retrait d'agrément.

Art. 93. Avec l'accord des bénéficiaires, ceux-ci sont orientés vers un autre service ambulatoire et leur dossier individuel est transmis à ce service.

Section VII. — Fermeture volontaire

Art. 94. Lorsqu'un service ambulatoire décide de cesser ses activités, il communique cette décision au Collège trois mois avant qu'elle ne produise ses effets. Le service est tenu de communiquer sa décision de fermeture à ses usagers et aux membres de l'équipe.

Art. 95. La copie de cette décision est affichée, pendant six mois, de façon visible en lieu et place du panneau mentionnant l'agrément.

Art. 96. Avec l'accord des bénéficiaires, ceux-ci sont orientés vers un autre service ambulatoire et leur dossier individuel est transmis à ce service.

CHAPITRE III. — Normes et dispositions

Section I^{re}. — Normes et dispositions générales

Sous-section I^{re}. — Normes générales de fonctionnement

Art. 97. Sauf dispositions sectorielles contraires, pour chaque membre de l'équipe agréée, un dossier est constitué. Il comprend la copie du diplôme, le contrat et ses avenants, la dérogation de qualification, s'il échoit, ainsi que les attestations prouvant l'ancienneté.

Le Collège fixe les modalités et les procédures de transmission des pièces de ce dossier nécessaires au calcul de la subvention.

Art. 98. Le service ambulatoire organise au moins une fois par mois des réunions d'équipe. Ces réunions visent à l'échange d'informations et à la discussion sur le travail du service ambulatoire. Les procès-verbaux de ces réunions sont conservés pendant au moins 5 ans.

Art. 99. § 1^{er}. Les missions sont exercées à titre gratuit, sauf dans les secteurs où le Collège fixe le montant maximum des participations financières qui peuvent être demandées, par le service ambulatoire, aux bénéficiaires.

§ 2. Le service réclame une intervention financière pour les consultations en tenant compte du contexte social et de la situation économique des bénéficiaires. Des consultations gratuites peuvent être données.

§ 3. Avant toute intervention le service informe le bénéficiaire du tarif applicable.

§ 4. Les participations financières des bénéficiaires dues au service ambulatoire dans le cadre de ses missions sont perçues de manière centralisée.

Art. 100. Par secteur, le Collège fixe le nombre minimal d'heures d'ouverture ou les périodes de prestations des services ambulatoires, les conditions d'organisation de la permanence d'accueil, le système d'information du public en dehors de ces heures et le système de garde.

Art. 101. § 1^{er}. Le service ambulatoire tient, pour chaque bénéficiaire, un dossier individuel qui doit contenir les données nécessaires à l'accomplissement du suivi individuel ou familial du bénéficiaire. Ces dossiers sont conservés, classés et répertoriés à l'abri de toute indiscretion.

§ 2. Le service ambulatoire consigne dans un registre l'inventaire des activités de formation, information et prévention et, le cas échéant, des projets spécifiques qu'il développe.

Art. 102. Le service ambulatoire tient un dossier administratif à disposition du Collège. Le Collège fixe le contenu et les modalités de transmission de ce dossier administratif.

Art. 103. Pour les prestations relevant de l'assurance-maladie-invalidité, le service ambulatoire établit des attestations de soins à son nom.

Art. 104. Pour le 30 juin au plus tard, le service ambulatoire transmet un rapport d'activité annuel approuvé par l'assemblée générale du service. Le contenu est déterminé par le Collège, après avis du conseil consultatif.

Art. 105. Le Collège arrête, par secteur, après avis du Conseil consultatif, les données à enregistrer, les modalités et procédures d'enregistrement et de transmission de ces données. Le service ambulatoire transmet, chaque année, un ensemble de données rendues anonymes qu'il enregistre et qui concernent ses bénéficiaires.

Art. 106. La mention « agréé par la Commission communautaire française » est obligatoire sur tous documents, affiches et publications du service ambulatoire et est visible à l'extérieur du bâtiment.

Art. 107. § 1^{er}. Peuvent seuls porter l'appellation : service de santé mentale, service actif en matière de toxicomanies, centre d'action sociale globale, centre de planning familial, maison médicale, service de médiation de dettes, service d'aide aux justiciables, service « Espaces-Rencontres », centre de coordination de soins et de services à domicile, service de soins palliatifs et continués, service d'aide à domicile, centre d'accueil téléphonique, les services ambulatoires agréés conformément au présent décret.

§ 2. Toute association qui utilise ces appellations de manière abusive, en violation du présent décret, est passible d'une amende administrative de trois mille €.

§ 3. Le Collège inflige et notifie l'amende administrative dans le mois de sa décision. L'association dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations. En l'absence de nouvelle décision du Collège, l'amende administrative est due dans un délai d'un mois et est payable au compte général de la Commission communautaire française.

Sous-section II. — Normes générales de personnel

Art. 108. Le Collège fixe la durée d'un temps plein de travail pris en considération pour le calcul de la subvention. Le service ambulatoire affecte le temps de travail du cadre agréé exclusivement aux missions du décret.

Art. 109. Le Collège arrête, après avis du Conseil consultatif, l'ensemble des diplômes, qualifications, formations spécialisées et expériences professionnelles requis pour les membres de l'équipe des cadres agréés ainsi que les modalités d'octroi de dérogation à ces diplômes et qualifications.

Art. 110. Le service ambulatoire organise la formation continuée de l'équipe agréée. Le Collège détermine les critères minimaux auxquels doivent répondre ces formations.

Art. 111. Le coordinateur général du service ambulatoire est chargé :

1° de la gestion journalière de l'équipe et de son information,

2° d'une fonction de représentation extérieure, notamment dans les organes de coordinations prévus par le décret,

3° du respect des conditions, normes et dispositions du décret.

Sous-section III. — Normes architecturales générales

Art. 112. Sauf dérogation octroyée par le Collège, le siège d'activités du service ambulatoire comporte des locaux qui, durant ses heures d'ouverture, sont principalement réservés à l'exécution de ses missions.

Art. 113. Le service ambulatoire dispose de locaux adaptés à chaque type d'activité. Le Collège fixe par secteur les normes architecturales spécifiques.

Art. 114. Le service ambulatoire met des sanitaires à disposition du public.

Sous-section IV. — Dispositions générales relatives aux subventions

Art. 115. Dans les limites des crédits budgétaires et de la programmation prévue à l'article 32, le Collège accorde au service ambulatoire agréé des subventions pour les frais de personnel, les frais de formation et pour les frais de fonctionnement.

En dérogation à cet article, l'agrément des services de médiation de dettes n'ouvre pas le droit à une subvention.

En dérogation à cet article, les services d'aide à domicile sont subventionnés selon d'autres modalités fixées à l'article 133.

Art. 116. Les frais de personnel comportent le montant barémique brut indexé et les charges patronales et autres avantages fixés par le Collège.

Le Collège détermine les barèmes applicables à chaque fonction, le mode de calcul de l'ancienneté du personnel subventionné et le mode de calcul des charges patronales et autres avantages subventionnés.

Art. 117. Le Collège détermine le pourcentage des frais de personnel, admis aux subventions, octroyés pour les frais de formation continuée des travailleurs.

Art. 118. Les frais de fonctionnement comprennent les frais liés au fonctionnement du service ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative.

Le Collège détermine les modes de calcul et les montants maximaux admissibles pour les frais de fonctionnement.

Art. 119. Sauf dispositions sectorielles contraires, des avances trimestrielles égales à vingt-cinq pour cent, vingt-cinq pour cent, vingt-cinq pour cent et vingt pour cent de la subvention sont liquidées au plus tard le 15 février pour le premier trimestre, le 15 mai pour le deuxième trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre et le 15 novembre pour le dernier trimestre de l'année civile.

Passé ces échéances, les avances restant dues porteront intérêts de retard au taux de l'intérêt bancaire moyen, tel que fixé par la Banque nationale, de plein droit et sans mise en demeure préalable. Le taux « Euribor 1 semaine » est d'application.

Art. 120. Les dispositions de subvention relatives à l'embauche compensatoire consécutive à la réduction du temps de travail sont arrêtées par le Collège. Ces subventions sont liquidées, sauf dispositions sectorielles contraires, selon les modalités fixées à l'article 119.

Art. 121. Les dispositions de subvention relatives aux indemnités compensatoires de pré-pension des travailleurs subventionnés sont arrêtées par le Collège. Ces subventions sont liquidées, sauf dispositions sectorielles contraires, selon les modalités fixées aux articles 119 et 122. Les pièces justificatives sont fixées par le Collège.

Art. 122. Sauf dispositions sectorielles contraires, le solde de la subvention est liquidé pour le 31 octobre de l'année suivante, après contrôle des pièces justificatives relatives aux frais de personnel, de fonctionnement et de formation visés aux articles 116 et 118 pour autant que celles-ci aient été remises le 31 mars au plus tard. Les comptes et bilan tels que déposés au greffe du Tribunal de commerce et à la Banque nationale ainsi que le rapport d'activités seront remis pour le 30 juin au plus tard. Le Collège détermine, par secteur, les pièces justificatives à fournir.

Art. 123. En ce qui concerne les subventions octroyées aux Fonds d'embauche compensatoire, les soldes des subventions sont liquidés pour le 31 octobre de l'année suivante, après contrôle des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont relatives au fonctionnement des Fonds et à la gestion de l'embauche compensatoire. Elles doivent être conformes aux dispositions prévues dans les conventions conclues avec le Collège en vertu de l'article 85, § 3, de l'arrêté du 18 octobre 2001 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'Aide aux personnes, de la Santé, des Personnes handicapées et de l'Insertion socioprofessionnelle. Elles sont à fournir pour le 30 avril de l'année suivante en double exemplaire. Elles seront accompagnées d'un rapport d'activités en double exemplaire montrant le respect de la convention conclue avec le Collège.

Art. 124. L'association sans but lucratif qui bénéficie d'un ou plusieurs agréments comme service ambulatoire tient une comptabilité analytique par agrément.

Art. 125. Sauf dispositions sectorielles contraires, la perception et l'utilisation des honoraires, allocations et participation aux frais perçus par le service ambulatoire auprès des bénéficiaires ou d'une institution, notamment dans le cadre des prestations prévues par la loi relative à l'assurance obligatoire de soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, doivent être justifiées.

Art. 126. Les subventions sont indexées suivant des modalités fixées par le Collège.

Section II. — Normes sectorielles et dispositions sectorielles relatives aux subventions.

Sous-section I^{re}. — Disposition relative aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies

Art. 127. Le Collège détermine les critères d'octroi des moyens complémentaires pour frais de fonctionnement et pour frais de personnel.

Sous-section II. — Disposition relative aux subventions des centres d'action sociale globale

Art. 128. Le Collège détermine les montants maximaux relatifs aux frais de collaboration entre les centres.

Sous-section III. — Normes sectorielles et dispositions relatives aux subventions. — des centres des coordinations de soins et de services à domicile

Art. 129. Les frais de fonctionnement prévus aux articles 115 et 118 peuvent en outre couvrir :

1° les frais d'assistance aux réunions des prestataires à condition qu'un registre signé par ces prestataires atteste de leur présence, et que les montants de l'indemnité forfaitaire soient versés directement aux prestataires ou groupements de prestataires conventionnés avec le centre de coordination. Le montant de l'indemnité forfaitaire par prestataire et par réunion et les conditions d'octroi sont fixés par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

2° l'indemnité de garde à domicile des prestataires de soins du centre de coordination de catégorie 3 suivant les modalités fixées par le Collège après avis du Conseil consultatif;

Sous-section IV. — Normes sectorielles et dispositions relatives aux subventions. — des services d'aide à domicile

Art. 130. Le service d'aide à domicile est organisé en équipes. Chaque équipe comprend cinq aides équivalent temps plein au moins et vingt au plus. Les modalités concernant l'organisation du service en équipes et liées à la fluctuation du personnel, sont fixées par le Collège.

Le responsable d'équipe a pour missions :

1° l'organisation de l'équipe et l'encadrement des aides familiaux, seniors et ménagers;

2° la coordination et la transmission des informations nécessaires à la bonne gestion des équipes avec le coordinateur général;

3° l'encadrement du bénéficiaire;

4° la décision d'octroi ou de refus d'aide à apporter au bénéficiaire. L'aide ou le refus d'aide doit être justifié par un document dont le modèle et les modalités de transmission sont fixés par le Collège. En cas d'octroi d'une aide, une convention est conclue avec le bénéficiaire.

Elle mentionne le début de l'aide, les objectifs et les tâches à réaliser pendant celle-ci et éventuellement la date de fin d'intervention ainsi que le montant de la contribution du bénéficiaire;

5° la réalisation des enquêtes sociales suivant les modalités fixées par le Collège.

Le Collège détermine les modalités d'exécution de ces missions.

Art. 131. Le Collège fixe les modalités relatives à la formation continuée du personnel du service d'aide à domicile.

Art. 132. Le Collège délivre aux personnes titulaires de diplômes ou certificats définis par lui et qui en font la demande, un certificat d'immatriculation leur donnant accès à la fonction d'aide familial ou senior dans un service.

Art. 133. Les subventions octroyées au service d'aide à domicile sont destinées à couvrir des frais de fonctionnement et de personnel.

Les subventions sont octroyées sur base des éléments suivants :

1° Le nombre d'heures prestées par les aides;

2° le nombre de prestations effectuées par les aides;

3° le nombre de prestations effectuées à domicile le samedi, le dimanche, les jours fériés et entre 18 heures et 7 heures;

4° la contribution du bénéficiaire.

Le Collège détermine les modalités d'octroi de ces subventions.

Art. 134. L'octroi des subventions au service d'aide à domicile est subordonné à la condition d'exiger du bénéficiaire de l'aide une contribution en rapport avec les ressources et les charges de la famille selon le barème et les modalités fixés par le Collège.

Art. 135. Les avances trimestrielles sont liquidées au plus tôt le 10 du 2^e mois du trimestre concerné et au plus tard le 20 de ce même mois. L'avance trimestrielle est égale à nonante-cinq pourcents du montant de la subvention du trimestre correspondant de l'année précédente.

La liquidation des soldes se fait semestriellement. Le solde du 1^{er} semestre est liquidé dans le courant du second semestre de l'année en cours, le solde du 2^e semestre est liquidé pour le 31 octobre au plus tard de l'année qui suit l'exercice pour autant que le service d'aide à domicile ait transmis le bilan et le compte de recettes et de dépenses au plus tard le 30 mai de l'année qui suit.

Passé les échéances fixées à l'alinéa 1^{er}, les avances restant dues porteront intérêts de retard au taux de l'intérêt bancaire moyen, tel que fixé par la Banque nationale, de plein droit et sans mise en demeure préalable tel que fixé à l'article 119.

Art. 136. § 1^{er}. Avant la fin de chaque année, le Collège fixe par service d'aide à domicile agréé pour l'année suivante, un nombre maximum annuel d'heures de prestations admises à la subvention dans les services bénéficiaires des subventions.

§ 2. Ce contingent, pour les services agréés, se calcule sur base du nombre d'heures subsidiées dans chaque service au 31 décembre de l'année précédente multiplié par un coefficient fixé par le Collège.

§ 3. Avant la fin du mois de février de chaque année, les heures prévues par le contingent de l'année précédente qui n'ont pas été utilisées par un service peuvent être réparties, par arrêté du Collège, entre les différents services.

§ 4. Les contingents fixés par le Collège sont soumis à l'avis du Conseil consultatif.

Sous-section V. — Disposition relative aux subventions des centres d'accueil téléphonique

Art. 137. En complément des subventions prévues à l'article 115, la subvention porte également sur des frais relatifs aux bénévoles écoutants. Ces frais ont trait au recrutement, à la sélection, à la formation et à la supervision des écoutants bénévoles.

Art. 138. Ces frais de fonctionnement, d'équipement, de formation et de recrutement des bénévoles et de promotion du service sont fixés par le Collège en fonction du nombre de collaborateurs bénévoles, du nombre d'appels téléphoniques et de l'organisation de l'écoute téléphonique vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ces montants peuvent être affectés à des frais de fonctionnement ou des frais de personnel complémentaires.

CHAPITRE IV. — *Contrôle et inspection*

Art. 139. Le Collège désigne les agents des services du Collège de la Commission communautaire française chargés du contrôle et de l'inspection des services ambulatoires agréés et des associations qui ont demandé un agrément comme service ambulatoire.

Art. 140. Le service ambulatoire se conforme aux dispositions relatives au contrôle et à l'inspection. A cette fin, il garantit à ces agents un libre accès à ses locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

TITRE III. — *Les organismes de coordination et les organismes représentatifs et de coordination*

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et missions*

Art. 141. L'organisme a pour objet l'organisation et la coordination d'activités relatives à la promotion et à l'information des services ambulatoires qui lui sont affiliés. L'organisme représentatif et de coordination représente ses affiliés vis-à-vis du Collège.

Art. 142. L'organisme a pour missions :

- 1° d'offrir son aide et ses conseils à ses affiliés;
- 2° de développer les échanges et les réflexions entre ses affiliés;
- 3° de coordonner et promouvoir les actions menées par ses affiliés;
- 4° d'assurer la diffusion de l'information parmi ses affiliés et relative à ses affiliés;
- 5° de développer une coordination avec les autres organismes de la Santé, de l'Action sociale, de la Famille et de la Cohésion sociale, sans exclure d'autres partenaires.

Il peut en outre :

- 1° promouvoir la formation continuée des travailleurs de leurs affiliés;
- 2° effectuer des travaux de recherche, d'enquête, d'étude et de publication dans les matières social/santé.

CHAPITRE II. — *Conditions d'agrément*

Art. 143. Le Collège agréé pour une durée indéterminée, un organisme par secteur qui coordonne et, éventuellement représente, au moins quatre services ambulatoires d'un même secteur et les deux tiers des services ambulatoires de ce secteur.

Les services ambulatoires peuvent être membres de plusieurs organismes agréés, mais ne sont comptabilisés que pour un seul organisme par agrément.

Art. 144. En dérogation de l'article 143, le Collège peut également agréer un organisme intersectoriel de coordination selon les critères et modalités qu'il détermine.

Art. 145. Un organisme peut coordonner et, éventuellement représenter, les services ambulatoires d'un autre secteur, pour autant :

- 1° que ces services ambulatoires ne soient pas parvenus à former leur propre organisme, conformément à l'article 143;
- 2° qu'ils forment plus de la moitié du nombre total des services ambulatoires de leur secteur,
- 3° qu'ils aient conclu une convention avec l'organisme, portant sur leur représentation ou leur coordination par l'organisme.

Art. 146. Pour être agréé, l'organisme satisfait aux conditions suivantes :

- 1° être constitué sous forme d'association sans but lucratif dont le but social mentionne les missions prévues à l'article 142 et précise les conditions d'affiliation ainsi que les services rendus par l'organisme à ses affiliés;
- 2° avoir son siège social sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et exercer ses activités principalement sur ce même territoire;
- 3° accueillir la candidature à l'affiliation de tout service ambulatoire du secteur qu'il coordonne ou, éventuellement, représente dans le respect de ses options philosophiques, religieuses ou politiques, pour autant que le service ambulatoire s'engage à respecter les statuts de l'organisme;
- 4° respecter les règles de déontologie et de secret professionnels en vigueur dans le secteur dans le secteur qu'il coordonne ou, éventuellement, représente;
- 5° mener une démarche d'évaluation qualitative conformément au Titre IV.

CHAPITRE III. — *Procédure d'agrément**Section I^{re}. — Demande d'agrément*

Art. 147. § 1^{er}. L'organisme introduit une demande d'agrément auprès du Collège. Le Collège détermine les modalités d'introduction de cette demande.

Cette demande d'agrément est accompagnée d'une note précisant la manière dont le service répond aux missions pour lesquelles il demande à être agréé.

§ 2. Les documents suivants sont joints à la demande d'agrément :

1° le nom de l'association sans but lucratif;

2° le nom de l'organisme;

3° la copie des statuts;

4° la liste de ses affiliés;

5° le cas échéant la convention conclue avec les affiliés d'un autre secteur telle que visée à l'article 145;

6° l'adresse du siège social;

7° le numéro du compte en banque;

8° le nom de la personne habilitée à représenter l'association sans but lucratif et la preuve de sa désignation conformément aux dispositions statutaires;

9° une attestation prouvant l'assurance en responsabilité des administrateurs;

10° l'adresse du ou des sièges d'activités;

11° le nom de la personne chargée de la coordination générale de l'organisme et la preuve de son mandat;

12° un document établissant que le service a la jouissance des locaux;

13° la composition du personnel avec fonctions qualifications et temps de travail;

14° un budget prévisionnel de l'organisme mentionnant toutes les subventions publiques acquises ou sollicitées ainsi que le montant de la cotisation.

§ 3. La demande est déclarée recevable si elle contient tous les documents visés ci-dessus, déclarés sincères et conformes et s'ils sont signés par la personne habilitée à représenter l'association sans but lucratif.

Section II. — Octroi et refus d'agrément

Art. 148. Lorsque la demande est déclarée recevable, le Collège fait instruire le dossier et le soumet ensuite pour avis au Conseil consultatif.

Le Conseil consultatif rend son avis dans les trois mois à dater de sa saisine.

Art. 149. Le Conseil consultatif informe le demandeur de la date à laquelle son dossier est analysé et l'invite à venir présenter son projet.

Art. 150. Le Conseil consultatif rend son avis quelle que soit la suite qui ait été donnée par le demandeur à l'invitation à venir présenter son projet.

Art. 151. Après avis du Conseil consultatif, ou en cas d'absence d'avis rendu dans les délais prescrits, le Collège statue sur la demande d'agrément et notifie sa décision d'octroi ou de refus d'un agrément au demandeur.

Art. 152. La décision du Collège relative à l'agrément précise les missions pour lesquelles l'organisme est agréé ainsi que le ou les secteurs que l'organisme coordonne et, éventuellement, représente.

Section III. — Modification d'agrément

Art. 153. L'organisme introduit une demande de modification d'agrément en cas de modification :

1° du nom ou du but social de l'association sans but lucratif;

2° de conclusion ou de dénonciation d'une convention visée à l'article 145.

Art. 154. La demande de modification d'agrément est instruite suivant les règles applicables à la demande d'agrément. Seuls les documents visés à l'article 147 ayant été modifiés doivent être transmis au Collège.

Section IV. — Retrait d'agrément ou modification contrainte d'agrément

Art. 155. Lorsque les conditions d'agrément et les normes de fonctionnement ne sont plus respectées, ou lorsque l'organisme ne remplit plus toutes les missions précisées dans la décision relative à son agrément, le Collège adresse à l'organisme une mise en demeure motivée. Les travailleurs doivent en être immédiatement avertis par l'organisme. Il fixe le délai endéans lequel l'organisme se met en conformité avec son agrément. Le Collège peut, également, faire une proposition de modification contrainte d'agrément à l'organisme.

Art. 156. A l'issue de ce délai, le Collège soumet le dossier au Conseil consultatif. Celui-ci rend son avis dans les trois mois à dater de sa saisine.

Art. 157. Le Conseil consultatif informe la personne habilitée à représenter l'association sans but lucratif de la date à laquelle son dossier est analysé et l'invite à faire valoir ses observations et à se présenter devant lui.

Art. 158. Le Conseil consultatif rend son avis quelle que soit la suite qui a été donnée par l'association sans but lucratif à l'invitation à faire valoir ses observations.

Art. 159. La décision du Collège portant retrait d'agrément ou proposition de modification contrainte d'agrément est notifiée à l'organisme par pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Art. 160. § 1^{er}. La décision du Collège portant retrait d'agrément entraîne la suppression de la subvention à l'organisme concerné dans un délai minimum de trois mois à dater du 1^{er} jour du mois suivant sa notification. L'organisme est tenu de communiquer à ses affiliés et aux membres de son personnel, dès sa notification, la décision de retrait ou de modification contrainte d'agrément.

§ 2. La décision du Collège portant modification contrainte d'agrément entraîne la modification de la subvention de l'organisme concerné dans un délai minimum de trois mois à dater du 1^{er} jour du mois suivant sa notification.

Art. 161. La mention d'agrément est supprimée de tous documents, affiches et publications à partir de la date du retrait d'agrément.

Section V. — Fermeture volontaire

Art. 162. Lorsqu'un organisme décide de cesser ses activités, il communique cette décision au Collège trois mois avant qu'elle ne produise ses effets. L'organisme est tenu de communiquer sa décision de fermeture à ses affiliés et aux membres de son personnel.

CHAPITRE IV. — *Normes et dispositions relatives aux subventions*

Section I^{re}. — Normes de fonctionnement

Art. 163. § 1^{er}. Les organismes élaborent, au moins tous les cinq ans, un rapport qui contient, pour chaque secteur représenté par l'organisme :

- 1° une description de l'évolution des pratiques professionnelles du secteur;
- 2° une analyse de l'évolution des problématiques sociales et de santé que rencontre leur secteur;
- 3° une analyse de l'adéquation de l'offre de service du secteur avec ces nouvelles problématiques sociales et de santé;

Il peut en outre, en concertation avec les partenaires sociaux, élaborer une analyse des plans annuels de formation continuée des travailleurs du secteur.

Il est transmis au Conseil consultatif qui en débat et qui le transmet au Collège accompagné de son avis.

§ 2. Sur la base des rapports prévus au § 1^{er}, les organismes participent également, tous les cinq ans, à l'élaboration d'un rapport commun à tous les secteurs de l'Action sociale et de la Famille et de la Santé.

Ce rapport contient une analyse globale de l'évolution des problématiques sociales et de santé rencontrées et de l'adéquation de l'offre de service de l'ensemble des secteurs à ces problématiques.

Ce rapport propose, le cas échéant, des orientations nouvelles pour la politique de Santé, d'Action sociale et de la Famille.

Il est transmis au Conseil consultatif qui en débat et qui le transmet au Collège accompagné de son avis.

Section II. — Dispositions relatives aux subventions

Art. 164. Dans les limites des crédits budgétaires, le Collège accorde à l'organisme agréé une subvention forfaitaire dont le Collège fixe le montant.

Le montant de cette subvention ne peut être inférieur à 36.600 € par an.

Si l'organisme représente un deuxième secteur, en vertu de l'article 145 le montant minimal de la subvention est augmenté d'un montant complémentaire d'au moins 5.250 €. Ces montants sont indexés selon des modalités fixées par le Collège.

Art. 165. § 1^{er}. Les subventions fixées à l'article 164 couvrent des frais de personnel, de formation et des frais de fonctionnement.

Soixante pour cent, au moins, de ces subventions doivent être justifiés par des frais de personnel.

§ 2. Le Collège détermine les types de frais admis à la subvention ainsi que les justificatifs à fournir.

Art. 166. Les subventions aux organismes sont liquidées suivant les modalités visées aux articles 119 et 122.

CHAPITRE V. — *Contrôle et Inspection*

Art. 167. Le Collège désigne les agents des services du Collège de la Commission communautaire française chargés du contrôle et de l'inspection des organismes agréés et des organismes qui ont demandé un agrément.

Art. 168. L'organisme se conforme aux dispositions relatives au contrôle et à l'inspection. A cette fin, il garantit à ces agents un libre accès à ses locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

TITRE IV. — *Démarche d'évaluation qualitative*

CHAPITRE I^{er}. — *Définition*

Art. 169. § 1^{er}. La démarche d'évaluation qualitative vise l'amélioration du service proposé aux bénéficiaires et à la population dans son ensemble en termes de prévention, d'aide ou de soin, compte tenu des moyens disponibles en effectifs, ressources financières et structures.

§ 2. Sous réserve de la loi sur le bien-être au travail et des prérogatives des organisations syndicales, la démarche d'évaluation qualitative est un processus permanent et structuré d'auto-évaluation qui mobilise l'ensemble des ressources internes du service ambulatoire ou de l'organisme.

§ 3. Les membres du personnel du service ambulatoire ou de l'organisme participent directement à la démarche d'évaluation qualitative selon des modalités fixées, en concertation avec les représentants légaux des travailleurs, par le service ambulatoire ou l'organisme.

Le Conseil d'administration du service ambulatoire ou de l'organisme s'implique dans la démarche d'évaluation qualitative selon les modalités qu'il détermine.

Les partenaires du service ambulatoire ou de l'organisme peuvent être associés à la démarche d'évaluation qualitative en fonction des thèmes choisis.

Dans le respect des règles déontologiques générales propres à chaque secteur, les bénéficiaires du service ambulatoire ou les affiliés de l'organisme peuvent être consultés, directement ou indirectement, à propos de la démarche d'évaluation qualitative.

CHAPITRE II. — *Méthodologie*

Art. 170. La démarche d'évaluation qualitative porte sur un ou plusieurs thèmes de travail choisis par chaque service ambulatoire ou organisme dans une liste de thèmes propres à son secteur et liés à ses missions.

Art. 171. § 1^{er}. Tous les trois ans et selon les modalités qu'il détermine, le Collège demande aux services ambulatoires et organismes de proposer des thèmes de travail en lien avec les missions propres à chaque secteur.

§ 2. - L'ensemble de ces propositions est transmis au Conseil consultatif qui établit une proposition de sélection de thèmes par secteur. Il motive sa proposition et la transmet au Collège dans un délai d'un mois à dater de sa saisine.

§ 3. - Le Collège arrête la liste des thèmes par secteur et la transmet aux services ainsi qu'à l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Art. 172. La démarche d'évaluation qualitative est formalisée par la remise au Collège d'un projet établi, pour trois ans, par le service ambulatoire ou l'organisme. Ce projet comporte :

1° le choix motivé du ou des thèmes;

2° une analyse de l'environnement du service ou de l'organisme en relation avec ce ou ces thèmes;

3° les objectifs visés par la démarche d'évaluation qualitative;

4° les modalités de mise en œuvre de ces objectifs;

5° les modalités d'évaluation de la mise en œuvre de la démarche d'évaluation qualitative déterminés par le service ou l'organisme.

Art. 173. Dans la limite des crédits disponibles, le Collège accompagne la démarche d'évaluation qualitative sur les plans méthodologique et financier, selon les modalités qu'il détermine. Il désigne les agents de ses services, autres que le service d'inspection, chargés de cet accompagnement.

Art. 174. D'initiative ou à la demande du Collège, le Conseil consultatif remet un avis sur la démarche d'évaluation qualitative.

CHAPITRE III. — *Rapports sectoriels et intersectoriels*

Art. 175. Chaque année, le Collège, se basant notamment sur le rapport d'activité visé à l'article 104, établit un rapport portant sur les démarches d'évaluation qualitative initiées dans le courant de l'année précédente. Ce rapport est soumis, pour avis, au Conseil consultatif.

Le rapport ainsi que l'avis du Conseil consultatif sont communiqués aux services ambulatoires et organismes agréés ainsi qu'à l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Art. 176. Tous les trois ans, se basant notamment sur les rapports prévus à l'article 172, le Collège établit un rapport comportant une analyse sectorielle et intersectorielle portant sur la mise en œuvre des démarches d'évaluation qualitative. Ce rapport est soumis, pour avis, au Conseil consultatif. Le rapport ainsi que l'avis du Conseil consultatif sont communiqués aux services ambulatoires et organismes agréés, ainsi qu'à l'Assemblée de la Commission communautaire française.

TITRE V. — *Les réseaux*CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions, objectifs et champ d'application*

Art. 177. § 1^{er}. Les réseaux sont organisés sur base géographique et s'organisent autour d'une ou plusieurs thématiques. Ils sont limités dans le temps.

§ 2. Le réseau constitue une forme organisée d'action collective sur la base d'une démarche volontaire de coopération, unissant des services ambulatoires, des services d'accompagnement pour personnes handicapées et d'autres associations, dans des relations non hiérarchiques.

§ 3. La finalité du réseau est d'améliorer la coordination, la complémentarité, la pluridisciplinarité, la continuité et la qualité des prestations et activités en faveur du bénéficiaire et/ou de la population du territoire desservi.

Art. 178. En fonction de leur objet, les réseaux mettent en œuvre des activités de soins, d'action sociale ou d'assistance familiale.

CHAPITRE II. — *Agrément et dispositions relatives aux subventions*Section 1^{re}. — *Conditions d'agrément.*

Art. 179. Le Collège fixe le nombre maximum de réseaux qu'il agréé.

Art. 180. Le promoteur du réseau est un service ambulatoire ou un organisme agréé ou un réseau constitué sous la forme juridique d'une association sans but lucratif.

Par dérogation du Collège, le promoteur peut être une association sans but lucratif subventionnée dans le cadre des subventions facultatives de la santé, de l'action sociale ou de la famille et cela depuis au moins 5 ans. Un service ambulatoire ne peut être promoteur que d'un seul réseau agréé.

Art. 181. Le réseau, tel que défini à l'article 178, compte au moins trois partenaires dont deux issus de secteurs différents.

Art. 182. Le réseau a pour objectif l'amélioration du soin, de l'action sociale ou de l'aide aux familles.

Art. 183. Le réseau répond à un besoin des bénéficiaires sur un territoire défini. Il prend en compte l'environnement sanitaire et social ainsi que l'offre de services existante.

Art. 184. Les acteurs du réseau respectent la déontologie en vigueur dans les professions concernées et du secret professionnel partagé.

Section II. — Procédure d'octroi ou de refus d'agrément

Art. 185. Le Collège agréé un réseau pour une durée de trois ans renouvelable si un financement reste justifié compte tenu des crédits disponibles et de l'agrément d'autres réseaux.

Art. 186. Pour être agréé, le réseau satisfait aux conditions suivantes :

- 1° avoir un promoteur constitué sous forme d'association sans but lucratif;
- 2° exercer ses activités principalement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 187. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite par le promoteur du réseau auprès du Collège. Le Collège fixe les modalités d'introduction de cette demande.

Le dossier de demande d'agrément comprend les éléments suivants :

- 1° le nom du réseau;
- 2° l'historique de la création du réseau;
- 3° l'objet du réseau et les objectifs opérationnels poursuivis;
- 4° la population concernée et le territoire desservi;
- 5° le siège administratif du réseau;
- 6° l'identification précise du promoteur du réseau, le nom de la personne de contact;
- 7° les membres du réseau, leurs fonctions éventuelles au sein du réseau et leurs champs d'intervention respectifs;
- 8° la description des activités du réseau;
- 9° les modalités d'adhésion et de démission des membres du réseau;
- 10° les modalités de représentation des bénéficiaires, s'il échoit;
- 11° l'organisation de la coordination assurant les interactions et les liens entre les membres, les conditions de fonctionnement du projet transversal et, le cas échéant, les modalités prévues pour assurer la continuité des activités du réseau;
- 12° l'organisation du système d'information et de communication au sein du réseau ainsi que l'articulation avec les systèmes existants chez les partenaires;
- 13° le calendrier prévisionnel de mise en œuvre sous forme d'objectifs à atteindre sur 3 ans et prévoyant un système d'évaluation;
- 14° le budget prévisionnel sur trois ans;
- 15° les conditions de dissolution du réseau;

§ 2. Si le réseau est constitué sous forme d'association sans but lucratif, l'article 64, § 2, 1° à 11° est d'application.

Art. 188. Le Collège soumet le dossier pour avis au Conseil consultatif. Celui-ci rend son avis dans un délai maximum de trois mois à dater de sa saisine.

La décision du Collège portant sur l'agrément du réseau précise les éléments suivants :

- 1° le promoteur du réseau;
- 2° le statut juridique du réseau;
- 3° les membres du réseau;
- 4° le territoire desservi;
- 5° l'objet du réseau;
- 6° les objectifs poursuivis;
- 7° les actions du réseau;
- 8° les modalités d'organisation de la coordination assurant les interactions et les liens entre les membres;
- 9° le montant de la subvention forfaitaire pour les trois ans.

Art. 189. En cas de refus d'agrément, le Collège notifie sa décision au demandeur.

Art. 190. Pour le renouvellement de l'agrément, le réseau introduit sa demande actualisée au Collège et en adresse une copie à ses services 6 mois avant la date d'échéance.

Art. 191. L'agrément du réseau peut être modifié annuellement par le Collège. Le Collège notifie sa décision au promoteur.

Art. 192. L'agrément du réseau peut être retiré en cas de non respect de la décision du Collège visée à l'article 189.

Art. 193. Les membres du réseau, au moment de sa création et du renouvellement éventuel de son agrément, signent entre eux une convention de collaboration qui précise les modalités de collaboration.

Cette convention constitutive est signée par tout nouveau membre du réseau. Les signataires s'engagent à participer aux actions du réseau.

Section III. — Subventions

Art. 194. Le Collège fixe la subvention forfaitaire octroyée au réseau agréé. Cette subvention est indexée selon les modalités fixées à l'article 126.

Art. 195. Cette subvention forfaitaire est affectée à des frais :

- 1° de rémunération et d'honoraires;
- 2° de formation;
- 3° de gestion et de fonctionnement;

4° de mise en œuvre des actions, y compris des frais de promotion et de publication;

5° de déplacement en Belgique.

Art. 196. Cette subvention forfaitaire est liquidée selon les modalités de liquidation fixées aux articles 119 et 122.

TITRE VI. — Procédure d'agrément du service intégré de soins à domicile

Art. 197. La procédure d'agrément visée au TITRE II - Chapitre II est applicable au service intégré de soins à domicile agréé par la Commission communautaire française en application de l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les normes pour l'agrément spécial des services intégrés de soins à domicile.

TITRE VII. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 198. Sont abrogés :

1° le décret du 29 mars 1993 de la Communauté française relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée;

2° le décret de la Commission communautaire française du 16 juillet 1994 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial;

3° le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies;

4° le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale;

5° le décret de la Communauté française du 18 juillet 1996 organisant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

6° le décret de la Commission communautaire française du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux centres d'action sociale globale;

7° le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile et des services de soins palliatifs et continués;

8° le décret de la Commission communautaire française du 7 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile;

9° les chapitres VII et VIII du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses dispositions relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes;

10° le décret de la Commission communautaire française du 4 décembre 2003 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part, aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches;

11° les articles du décret de la Commission communautaire française du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'Action sociale et de la Famille;

12° le décret de la Commission communautaire française du 16 avril 2008 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services « Espaces-Rencontres ».

Art. 199. Les services ambulatoires et les organismes agréés par la Commission communautaire française à la date d'entrée en vigueur du décret sont agréés à durée indéterminée. Ils sont soumis aux dispositions du décret et à ses arrêtés d'exécution.

Dès la mise en application du décret, le Collège fixe, sur trois ans, le calendrier selon lequel les services ambulatoires et organismes entament une démarche d'évaluation qualitative.

Art. 200. En dérogation de l'article 186, les réseaux subventionnés par la décision du Collège du 14 février 2008 octroyant une subvention aux promoteurs des projets de réseaux de santé, sont agréés à la date d'entrée en vigueur du décret pour une durée de deux ans. Au terme de l'agrément de deux ans, un nouvel agrément de trois ans peut, éventuellement, leur être octroyé.

Art. 201. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Collège et au plus tard le 1^{er} janvier 2010. Le Collège évalue sa mise en œuvre entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2012. Il communique son rapport d'évaluation à l'Assemblée de la Commission communautaire française au plus tard le 31 janvier 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 mars 2009.

M. Benoît CEREXHE,

Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Fonction publique et de la Santé

M. Ch. PICQUE,

Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Cohésion sociale

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme

Mme F. DUPUIS,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire

M. E. KIR,

Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1654

[C — 2009/31234]

5 MAART 2009. — Decreet betreffende het aanbod van ambulante diensten in de domeinen van de sociale actie, het gezin en de gezondheid

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en algemene bepalingen***Afdeling I. — Toepassingsgebied***Artikel 1.** Onderhavig decreet regelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.*Afdeling II. — Algemene bepalingen***Art. 2.** Voor de toepassing van onderhavig decreet wordt verstaan onder :

1° de Adviesraad : de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, opgericht bij decreet van 5 juni 1997;

2° de ambulante dienst : structuur erkend als centrum, huis of dienst, actief op het vlak van de Sociale Actie, het Gezin en de Gezondheid dat, door een interdisciplinaire benadering en in partnership met andere socio-sanitaire actoren, prestaties voor de begunstigen verzekert in hun leefmilieu, waardoor hun leefkwaliteit verbeterd kan worden. De ambulante dienst is hetzij een dienst voor geestelijke gezondheid, hetzij een dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie, een centrum voor globale sociale actie, een centrum voor gezinsplanning, een medisch huis, een dienst voor schuldbemiddeling, een dienst voor forensisch welzijnswerk, een dienst «Ontmoetingsruimte», een coördinatiecentrum voor thuiszorg en -diensten, een dienst voor palliatieve verzorging en nazorg, een dienst voor thuishulp, een centrum voor teleonthaal;

3° de begunstigde : elke persoon, gezin, groep of specifiek publiek waarvoor de openbare diensten een opdracht vervullen op gebied van sociale actie, gezin en gezondheid;

4° het activiteitencentrum, de antenne : plaats waar de opdrachten van de ambulante diensten uitgeoefend worden of van waaruit ze georganiseerd worden;

5° de sector : geheel van de ambulante diensten erkend onder dezelfde benoeming zoals bedoeld onder 2°;

6° de zorg : actie ten gunste van een persoon, van een groep personen of van de bevolking met het oog op de bevordering, verbetering, bescherming, evaluatie, behoud of herstel van hun gezondheid;

7° de sociale actie : actie die voornamelijk gericht is op het bestrijden van kwetsbare en uitsluitingssituaties die gekenmerkt worden door veelvuldige en complexe problemen.

Zij doet een beroep op een geheel van middelen waardoor de maatschappij op zichzelf inwerkt om haar sociale cohesie te verzekeren, door acties die erop gericht zijn personen, gezinnen en de meest kwetsbare groepen te helpen om beter te leven, om ze hun autonomie te laten verwerven of te vrijwaren en door de steun aan de solidariteitsnetten, met name door de gemeenschappelijke actie.

De gezinshulp deelt in de sociale actie.

8° het organisme : het coördinatie-organisme of het representatief en coördinatie-organisme;

9° het grondgebied : geografische entiteit, bepaald door de ambulante dienst, waarop hij hoofdzakelijk zijn opdrachten vervult.

HOOFDSTUK II. — Definities en sectorale opdrachten*Afdeling I. — De diensten voor geestelijke gezondheid***Art. 3.** De dienst voor geestelijke gezondheid is een ambulante dienst die, door een multidisciplinaire benadering en in samenwerking met andere instellingen en personen die bij de gezondheid betrokken zijn, bijdraagt tot de diagnose en de psychiatrische, psychologische, psychotherapeutische en psychosociale behandeling van de begunstigde in zijn vertrouwde leefomgeving en tot de preventie inzake geestelijke gezondheid. Het is een ambulante dienst die zijn opdrachten voornamelijk vervult ten dienste van de bevolking en van de partners van het interventiegebied.**Art. 4.** § 1 De dienst voor geestelijke gezondheid vervult de volgende algemene opdrachten :

1° een eerste opvang bieden, de aanvraag van elke begunstigde analyseren en, in voorkomend geval, oriënteren;

2° een diagnose stellen en de psychiatrische, psychologische, psychotherapeutische en psychosociale behandeling van de geestelijke gezondheidsproblemen verzekeren. De diagnose en de behandeling van de geestelijke gezondheidsproblemen omvatten de medische, psychiatrische, psychologische en sociale problemen. Zij zijn voornamelijk bedoeld om het psychisch welzijn van de patiënt in zijn vertrouwd leefmilieu te verbeteren.

De dienst voor geestelijke gezondheid verzekert de behandeling van de patiënten met name door :

a) een samenwerking met alle betrokken personen en instellingen;

b) een opvolging van de patiënten die ondergebracht zijn in residentiële of ziekenhuisinrichtingen, in samenspraak met de geneesheren van die inrichtingen;

c) een opvolging van de patiënten die ondergebracht werden in residentiële of ziekenhuisinrichtingen;

d) een taak die gericht is op de sociale re-integratie van de patiënten die, ten gevolge van geestelijke gezondheidsproblemen, moeilijkheden ondervinden in hun familiaal, school-, beroeps- of sociaal leven.

3° preventie-activiteiten organiseren, uitwerken of eraan meewerken

De dienst voor geestelijke gezondheid organiseert of werkt mee aan preventie-activiteiten die nauw verbonden zijn aan zijn algemene opdrachten en, in voorkomend geval, aan de specifieke projecten die hij ontwikkelt.

Die activiteiten kunnen met name bestaan uit :

- a) het informeren, sensibiliseren en opleiden op het vlak van de geestelijke gezondheid van de bevolking;
- b) het informeren, sensibiliseren en opleiden op het vlak van de geestelijke gezondheid van de werknemers van het sanitair en sociaal net;
- c) specifieke tussenkomsten op het vlak van preventie tegenover doelgroepen, met name in de middens van de kinderopvang.

§ 2. De dienst voor geestelijke gezondheid werkt in coördinatie met het sanitair, psychosociaal en schoolnet. In dat opzicht is hij ertoe gehouden :

1° actief deel te nemen aan de plaatselijke partnershipstructuur of, bij gebrek eraan, een gelijkaardig initiatief op te zetten samen met de betrokken personen, instellingen en diensten;

2° stappen te ondernemen om partnershipakkoorden te sluiten met met de openbare en privé-personeel, instellingen en diensten;

3° deel te nemen aan het Overlegplatform voor de Geestelijke Gezondheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Gewest op het vlak van geestelijk gezondheidsbeleid.

Art. 5. De dienst voor geestelijke gezondheid kan specifieke projecten ontwikkelen die kaderen in de problematiek van de geestelijke gezondheid. Hij bepaalt die op basis van de behoeften en de kenmerken van de bevolking die zich tot de dienst richt.

Afdeling II. — De actieve diensten op het vlak van de toxicomanie

Art. 6. De dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie is een ambulante dienst die, door een multidisciplinaire benadering, op een permanente en geprivilegieerde manier een specifieke actie ter preventie, begeleiding of verzorging voert tegenover personen die met een toxicomanieprobleem geconfronteerd zijn, of het kunnen zijn.

Art. 7. De dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie zorgt voor de opvang en het informeren van de druggebruikers, van hun familie en hun omgeving en voert minstens één van de volgende algemene opdrachten uit :

1° de begeleiding

De dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie begeleidt de aanvraag van de begunstigden en verzekert, in zijn midden, de psychosociale en administratieve begeleiding, door een geïndividualiseerde opvolging in overleg met de betrokken personen en instellingen, met name de sociosanitaire, school- en socioculturele actoren. Hij kan de begunstigden vervolgens, in functie van hun behoeften, oriënteren of heroriënteren naar de meest geschikte personen of instellingen.

2° de zorgen

a) De dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie stelt een diagnose en verzekert de behandeling van de begunstigden die te kampen hebben met problemen die gekoppeld zijn aan hun druggebruik. De behandeling van die problemen omvat de medische, psychiatrische en psychologische problemen. Hij streeft ernaar het welzijn van de begunstigden te verzekeren in hun vertrouwd leefmilieu, wat niet noodzakelijkerwijze de ontwenning inhoudt;

b) De dienst betreft de door de begunstigde aangewezen huisarts bij de behandeling van de begunstigde, mits zijn akkoord, evenals, in de mate van het mogelijke, alle externe professionals die kunnen bijdragen tot de behandeling.

3° de preventie

a) De dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie organiseert preventie-activiteiten of werkt mee aan de organisatie van activiteiten die gericht zijn op preventie, met name de preventie van schade die opgelopen wordt door druggebruikers.

b) De preventie-activiteiten kunnen met name bestaan uit :

1. het informeren, sensibiliseren en opleiden van de bevolking alsook van de sociosanitaire, psychosociale, school- en socioculturele actoren op het vlak van de toxicomanie en de preventie van schade die opgelopen wordt door druggebruikers

2. de specifieke interventies inzake preventie tegenover doelgroepen, met name tegenover personen die met een toxicomanieprobleem geconfronteerd zijn, of het kunnen zijn.

Art. 8. De dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie kan bovendien één of verschillende van de volgende bijzondere opdrachten vervullen :

1° De herinschakeling

De dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie voert een omkaderingstaak uit die noodzakelijk is voor de sociale, familiale, school- en professionele herinschakeling van de begunstigden. Hij werkt samen met de betrokken personen en instellingen, met name de sociosanitaire, administratieve, school- en socioculturele actoren en de arbeidswereld.

2° De verbinding

De dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie voert een verbindingsactie uit tussen de verschillende interveniënten of entiteiten die druggebruikers opvangen. Hij organiseert de vormen van samenwerking opdat adequate wijze voldaan zou worden aan de behoeften van de begunstigden.

3° De opleiding

De dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie verzekert de sensibilisering, de opleiding, de voortgezette opleiding of de supervisie van interveniënten die geconfronteerd worden of geconfronteerd kunnen worden met de problemen van de druggebruikers.

Afdeling III. — De centra voor globale sociale actie

Art. 9. Het centrum voor globale sociale actie is een ambulante dienst die een globale sociale actie organiseert.

De globale sociale actie is een actie die ontwikkeld wordt met de bedoeling de relatie tussen de begunstigde met de maatschappij, en omgekeerd, te restaureren of te verbeteren volgens de modaliteiten die, enerzijds, uitwerking hebben op het geheel van de factoren, ongeacht dewelke, die verantwoordelijk zijn voor de sociale kwetsbaarheid van de begunstigde - zelfs wanneer die een beroep kan doen op instellingen die gespecialiseerd zijn in bepaalde types steun of opdrachten - en, anderzijds, een beroep doen op de capaciteiten van de begunstigten zelf.

Art. 10. De opdracht van het centrum voor globale sociale actie bestaat erin de globale sociale actie te ontwikkelen waarbij de begunstigten, met name, een eerste opvang verzekerd wordt evenals een analyse van hun problematische situatie(s), een oriëntering, een begeleiding en een opvolging.

De Sociale actie gebeurt volgens drie interventiemodi :

1° De collectieve actie :

a) streeft ernaar collectieve antwoorden op individuele problemen te vinden, uit te werken en bij te brengen aan de begunstigten, in een interactie met hun leefmilieu, sociale banden te herstellen evenals een dynamiek van solidariteit en verantwoordelijkheidszin tussen de personen;

b) biedt de begunstigten groepsactiviteiten aan, kennis en methodologische instrumenten die hun know-how aan het licht kunnen brengen en hen persoonlijke capaciteiten en hun autonomie kunnen laten verwerven of ontwikkelen.

2° De gemeenschappelijke sociale actie :

a) streeft ernaar, met en voor de begunstigten, collectieve antwoorden op collectieve problemen te vinden, uit te werken, in gang te zetten en te ontwikkelen, evenals concrete acties die hun sociale en culturele participatie en samenleving bevorderen alsook de preventie van en de strijd tegen het isolement en de mechanismen van de sociale en culturele uitsluiting.

b) is gebaseerd op :

1. de identificatie van de sociale problemen die aan het licht komen tijdens de acties van het centrum voor globale sociale actie, de verkenning van hun aard en hun reikwijdte en de operationele formulering van de gezochte sociale en structurele veranderingen;

2. de bepaling van de voor de totstandkoming van die veranderingen vereiste instrumenten en middelen, rekening houdend met de mogelijkheden van de begunstigten, met de interne en externe middelen van het centrum voor globale sociale actie en met de bijkomende middelen die ingezet moeten worden om de geïnventariseerde tekorten en moeilijkheden te verhelpen;

3. de bestaande of te creëren implicatie van en complementariteit tussen de verschillende politieke, institutionele, administratieve en associatieve interveniënten die betrokken zijn bij de sociale problematiek van de begunstigten.

3° De individuele steun is bedoeld om :

a) de begunstigde te helpen de moeilijkheden die eigen zijn aan zijn situatie te overwinnen, hem concreet te begeleiden in zijn juridische en administratieve stappen en om hem, indien nodig, tegemoet te komen in zijn leefwereld;

b) een antwoord te vinden op crisissituaties, de breuk of de aftakeling van de situatie van de begunstigde te voorkomen, in of met zijn leefwereld;

c) hem de vereiste informatie te verschaffen opdat hij aanspraak zou kunnen maken op zijn fundamentele rechten en toegang te krijgen tot alle diensten en instellingen voor bijstand aan personen en gezondheid evenals tot alle sociale, sanitaire, culturele en onderwijsmiddelen die permanent aanwezig zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

d) de begunstigde te oriënteren en te steunen bij de uitwerking of de tenuitvoerbrenging van persoonlijke oplossingen.

De individuele steun is, telkens wanneer dit mogelijk is, een ondersteuning van de collectieve acties en de gemeenschappelijke sociale acties.

Art. 11. De centra voor globale sociale actie werken onderling samen om te komen tot :

1° een maximale zichtbaarheid van de erkende centra en van het geheel van de diensten en activiteiten die ze het publiek aanbieden;

2° een collectieve analyse van de probleemsituaties die aan het licht komen tijdens de uitoefening van hun globale sociale actie, waarbij de aandacht gevestigd wordt op de evolutie van de sociale fenomenen. Deze analyse wordt om de drie jaar aan het College voorgelegd.

Afdeling IV. — De centra voor gezinsplanning

Art. 12. Het centrum voor gezinsplanning is een extramuraal ambulante dienst bedoeld voor de opvang, het informeren en de begeleiding van personen, koppels en gezinnen in het kader van hun gevoels- en seksleven.

Art. 13. Het centrum voor gezinsplanning voert de volgende opdrachten uit :

1° het opvangen, informeren en begeleiden van personen, koppels en gezinnen.

Hiertoe moet hij :

a) elke persoon die in een situatie van affectieve, relationele, seksuele en administratieve nood verkeert opvangen en hem een luisterend oor, een antwoord en een oriëntatie geven;

b) medische, psychologische, sociale en juridische raadplegingen organiseren;

c) de opvolging van zwangerschappen en van prenatale consultaties opvolgen en zwangere vrouwen in moeilijkheden bijstaan;

d) preventie-activiteiten organiseren om de jongeren voor te bereiden op het gevoels-, relationeel en seksleven, zorgen voor informatie en een reflectie bij de volwassenen over dit thema opwekken;

e) de personen en de groepen informeren over alles wat te maken heeft met contraceptie, al dan niet gewenste zwangerschap en de vrijwillige zwangerschapsonderbreking.

In naleving van de wet kan het centrum activiteiten ontwikkelen in het gespecialiseerd domein van de vrijwillige zwangerschapsonderbreking.

Het centrum voor gezinsplanning kan specifieke activiteiten ontwikkelen in meer gespecialiseerde domeinen die met zijn opdrachten te maken hebben, met name in het kader van de echtelijke raadpleging en de gezinsbemiddeling.

2° de ontwikkeling van een preventiebeleid in samenwerking met de sociosanitaire actoren.

Afdeling V. — De medische huizen

Art. 14. Het medisch huis is een ambulante dienst die primaire gezondheidszorg toedient in een globale benadering, zowel organiek als psychologisch en sociaal, waarbij de zieke beschouwd wordt als iemand met een persoonlijk verhaal die zich inschrijft in een familiale, professionele en socio-economische omgeving. Deze geïntegreerde zorgen omvatten de preventie die georganiseerd kan worden hetzij tijdens individuele contacten, hetzij tijdens acties die gevoerd worden bij een welbepaalde bevolkingsgroep. Nazorg wordt toegediend waarbij de synthese, de beheersing en de opvolging verzekerd worden van de informatie betreffende het geheel van gezondheidsproblemen die de patiënt tijdens zijn opname heeft doorgemaakt.

Art. 15. In het kader van de ontwikkeling van de geïntegreerde gezondheidszorgen, voert het medisch huis de volgende opdrachten uit :

1° primaire gezondheidszorgen toedienen, d.w.z. eerstelijnszorgen toegediend tijdens de raadpleging en thuis en de preventieve opvolging;

2° gemeenschappelijke gezondheidsfuncties verzekeren, d.w.z. gecoördineerde activiteiten ontwikkelen met het geheel van het psycho-medisch-sociaal net en omstandigheden creëren voor de actieve deelname van de bevolking aan de bevordering van de gezondheid;

3° eerstelijnsfuncties als observatorium van de gezondheid verzekeren, d.w.z. gegevens verzamelen die een epidemiologische beschrijving van de bediende bevolking mogelijk maken evenals de evaluatie van de doelstellingen en de zelfevaluatie van de activiteiten van het medisch huis met het oog op een verbetering van de kwaliteit van de zorgen.

4° opvangfuncties verzekeren.

Afdeling VI. — De diensten voor schuldbemiddeling

Art. 16. De dienst voor schuldbemiddeling is een ambulante dienst die diensten verleent, met uitzondering van het afsluiten van een kredietcontract, om ter hulp te komen aan personen die diep in de schulden zitten, d.w.z. natuurlijke personen die financiële moeilijkheden hebben of die in de onmogelijkheid verkeren om het hoofd te bieden aan hun opeisbare schulden.

Art. 17. De dienst voor schuldbemiddeling oefent de volgende opdrachten uit :

1° de begunstigde helpen, in de mate van het mogelijke, bij het naleven van zijn verbintenissen tegenover zijn schuldeisers waarbij gezorgd wordt voor leefomstandigheden die beantwoorden aan de menselijke waardigheid;

2° een duurzame oplossing vinden voor het probleem van de schuldenoverlast van de schuldenaar;

3° de schuldenaar proberen te responsabiliseren door hem de instrumenten te geven voor een autonoom beheer van zijn budget.

Afdeling VII. — De diensten voor forensisch welzijnswerk

Art. 18. De dienst voor forensisch welzijnswerk is een ambulante dienst voor steun aan hetzij de slachtoffers en hun verwanten, hetzij aan de beschuldigen en veroordeelden in vrijheid, aan de ex-gedetineerden en hun naasten, hetzij ook nog aan die twee types personen.

Het gaat om, ten gunste van :

1° de slachtoffers : de personen die het slachtoffer geweest zijn van een overtreding of van een feit dat als overtreding wordt bestempeld;

2° de beschuldigen : de personen die het voorwerp zijn van een aanklacht evenals de personen waartegen een strafvordering is ingesteld en de personen die zich in een situatie bevinden die hen blootstelt of zou kunnen blootstellen aan een aanklacht;

3° de veroordeelden : de personen die het voorwerp zijn van een strafveroordeling of van een maatregel in het kader van de proeftijd waartoe besloten wordt in uitvoering van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

4° de ex-gedetineerden : de personen die een voorwaardelijke, voorlopige of definitieve invrijheidsstelling genieten, met inbegrip van de persoon die onderworpen is aan een maatregel ter bescherming van de maatschappij.

Art. 19. § 1. De dienst voor forensisch welzijnswerk organiseert elke individuele of groepsactie die bestemd is om een actieve deelname aan het sociaal, economisch, openbaar en cultureel leven te begunstigen.

§ 2. Wat betreft de steun aan de slachtoffers en hun naasten, voert de dienst voor forensisch welzijnswerk de volgende opdrachten uit :

1° een specifieke permanentie organiseren in geschikte lokalen;

2° contact opnemen met het slachtoffer dat, in dat opzicht, toestemming gegeven heeft aan de politiediensten om zijn gegevens mede te delen aan de dienst die hij aanduidt;

3° de slachtoffers en hun naasten psychologische steun geven die gericht is op de oorzaken en de gevolgen, direct of indirect, van de overtreding;

4° de slachtoffers of hun naasten die hulp vragen begeleiden doorheen de stappen die ze moeten ondernemen om het hoofd te bieden aan de gevolgen van het slachtofferschap, met inbegrip van het secundaire slachtofferschap, te overwinnen en, indien mogelijk, om hen te helpen om er een schadeloosstelling voor te bekomen;

5° het slachtoffer of zijn naasten informeren of oriënteren in hun betrekkingen met de politie, de rechterlijke macht en de verzekeringsmaatschappijen, evenals met het oog op het bekomen van Staatshulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden;

6° ten behoeve van de slachtoffers en van hun naasten, de toegang vergemakkelijken tot de diensten voor welzijnswerk en gezondheid via partnership met de sociaal-sanitaire actoren.

§ 3. Wat de bijstand aan de slachtoffers en hun naasten betreft, kan de dienst voor forensisch welzijnswerk daarenboven de volgende bijkomende opdracht uitvoeren : het publiek en de betrokken instellingen sensibiliseren voor de rechten en de specifieke behoeften van de slachtoffers, door vormingssessies te organiseren ten behoeve van de psycho-medico-sociale actoren, van de bedrijven of van de openbare diensten.

§ 4. Wat betreft de beschuldigten, de in vrijheid gestelde veroordeelden en de ex-gedetineerden, voert de dienst voor forensisch welzijnswerk de volgende opdrachten uit :

- 1° een specifieke permanentie organiseren in geschikte lokalen;
- 2° psychologische, individuele en collectieve bijstand verlenen aan de beschuldigten, in vrijheid gestelde veroordeelden en ex-gedetineerden evenals aan hun naasten;
- 3° de beschuldigten, veroordeelden en ex-gedetineerden die bijstand vragen of aanvaarden begeleiden om het hoofd te kunnen bieden aan de gevolgen van hun daden;
- 4° de beschuldigde, in vrijheid gestelde veroordeelden en ex-gedetineerden en hun naasten informeren en oriënteren in hun betrekkingen met de politie of de rechterlijke macht;

5° ten behoeve van de beschuldigde, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gedetineerden en van hun naasten, de toegang vergemakkelijken tot de diensten voor welzijnzorg en gezondheid via partnership met de sociaal-sanitaire actoren;

6° de inschakeling of de socioprofessionele herinschakeling van de beschuldigde, in vrijheid gestelde veroordeelden of ex-gedetineerden steunen.

§ 5. Wat betreft de beschuldigde, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gedetineerden en hun naasten, kan de dienst voor forensisch welzijnswerk daarenboven de volgende bijkomende opdracht uitvoeren : bijdragen tot de uitwerking en de uitvoering van oplossingen die als alternatief gelden voor de hechtenis of van activiteiten waardoor vrijheidsberoving voorkomen kan worden.

§ 6. De dienst voor forensisch welzijnswerk, erkend voor het uitvoeren van de opdrachten bedoeld in de paragrafen 2 en 4 kan bovendien het publiek en de betrokken diensten sensibiliseren voor de problemen die verband houden met de delinquentie in het openbaar leven evenals voor de behoeften van de beschuldigten, van de in vrijheid gestelde veroordeelden, van de ex-gedetineerden en van hun naasten.

Afdeling VIII. — De diensten « Ontmoetingsruimten »

Art. 20. De dienst « Ontmoetingsruimten » is een ambulante dienst die een ontmoetingsplaats voor kinderen-ouders en een omkadering door een professionele en neutrale derde partij ter beschikking stelt van gezinnen in een situatie van breuk, scheiding of scheiding van tafel en bed.

De ouders zijn de vader, de moeder, de grootouders of elke andere persoon die houder is van een recht tot persoonlijke betrekkingen met het kind ten gunste waarvan de dienst « Ontmoetingsruimten » tussenkomt.

Art. 21. § 1. De diensten « Ontmoetingsruimten » hebben als opdracht :

1° het kind de normale uitoefening van het recht op persoonlijke betrekkingen mogelijk maken met de ouder waarmee het niet meer samenleeft, wanneer dit recht onderbroken werd of wanneer het moeilijk of op conflictueuze wijze verloopt;

2° bij te dragen tot het creëren of herstellen van de relatie tussen het kind en de ouder waarmee het niet meer samenleeft.

§ 2. De onder § 1 bedoelde opdrachten worden uitgevoerd in het kader van een gerechtelijke of administratieve procedure of op verzoek van de ouders.

§ 3. Ze komen tot stand :

- 1° door ontmoetingen te regelen tussen het kind en de ouder waarmee het niet meer samenleeft;
- 2° door de uitoefening van het recht op persoonlijke betrekkingen voor het kind en de betrokken ouders te laten omkaderen door een professionele en neutrale derde partij;
- 3° door zijn prestaties gratis te leveren.

Afdeling IX. — De centra voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten

Art. 22. Het centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten is een ambulante dienst die ernaar streeft elke persoon de mogelijkheid te geven zijn ziekte of zijn handicap thuis te mogen doormaken in waardigheid en in het respect van zijn vrijheid. Hij organiseert de coördinatie van de thuiszorg en de thuisdiensten. Hij bepaalt, in overleg met de behandelende geneesheer, de verstrekking van zorgen en diensten, voor de begunstigde en zijn omgeving en hij maakt een steunplan op waarvan hij de regelmatige evaluatie en coördinatie verzekert.

Art. 23. Het centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten :

1° organiseert, op verzoek van de begunstigde of van zijn vertegenwoordigers en in samenspraak met de behandelende geneesheer, het geheel van zorgen en diensten die nodig zijn voor zijn thuisblijven;

2° organiseert, op verzoek van de begunstigde of van zijn vertegenwoordigers en in samenspraak met de behandelende geneesheer, het geheel van zorgen en diensten om de continuïteit van zorgen en diensten mogelijk te maken evenals een toezicht, vierentwintig uur op vierentwintig en zeven dagen op zeven, om de hospitalisering te vermijden of te verkorten.

Art. 24. § 1. De centra voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten maken deel uit van de geïntegreerde dienst voor thuiszorg, erkend door de Franse Gemeenschapscommissie en bedoeld in het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van geïntegreerde diensten voor thuisverzorging.

De centra voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten maken deel uit van of werken samen met de andere diensten bedoeld in het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van geïntegreerde diensten voor thuisverzorging die actief zijn in het tweetalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. De door de Franse Gemeenschapscommissie erkende centra voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten oefenen de opdrachten uit van de geïntegreerde dienst voor thuisverzorging bedoeld in de artikelen 8, lid 1, 9, 10 en lid 1 en 11 van het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van geïntegreerde diensten voor thuisverzorging die toetreden tot hun dienst.

Afdeling X. — De diensten voor palliatieve verzorging en nazorg

Art. 25. De dienst palliatieve verzorging en nazorg is een ambulante dienst die gericht is op de ontwikkeling en de verbetering van de palliatieve verzorging en nazorg.

De diensten voor palliatieve verzorging en nazorg bestaan uit de interdisciplinaire hulp en bijstand die thuis of buiten de ziekenhuisomgeving verstrekt worden om beter in te spelen op de fysieke, psychische en morele behoeften van de patiënten die terminaal ziek zijn alsook van hun omgeving.

Art. 26. De dienst palliatieve verzorging en nazorg voert de volgende opdrachten of deelopdrachten uit :

1° op verzoek van de patiënt of van zijn vertegenwoordiger, in samenspraak met zijn behandelende geneesheer en onder meer het ziekenhuisteam en het coördinatiecentrum, alle zorgen en diensten thuis regelen om de continuïteit van de zorgen en diensten te verzekeren, alsook de bewaking vierentwintig uur op vierentwintig, zeven dagen op zeven;

2° in nauwe samenwerking met de behandelende geneesheer en het coördinatiecentrum, palliatieve zorgen en nazorg regelen en verstrekken;

3° in nauwe samenwerking met de behandelende geneesheer, psychosociale en psychiatrische opvang verzekeren die een terminale patiënt behoeft alsook de ondersteuning van zijn omgeving;

4° de theoretische of praktische opleiding, de voortgezette opleiding off het toezicht van de beroepsmensen of vrijwilligers die niet tot de dienst behoren en de terminale patiënten en hun omgeving moeten behandelen of ondersteunen, ingang doen vinden en verzekeren.

Afdeling XI. — De diensten voor huishulp

Art. 27. De dienst voor huishulp is een ambulante dienst die instaat voor de bevordering van het houden thuis en de terugkeer naar huis en die zo lang mogelijk de begeleiding en de hulp bij handelingen van het dagelijks leven verzekert bij alleenstaanden, bejaarden, gehandicapten, zieken en gezinnen in moeilijkheden.

Art. 28. De dienst voor huishulp voert de volgende opdrachten uit :

1° de begunstigden de mogelijkheid geven thuis beter te leven, hen de kans geven hun autonomie te verwerven en te vrijwaren, met de steun van gezins- en bejaardenhelpers en poetshulpen, in overleg met de familie en onmiddellijke omgeving en, in voorkomend geval, met andere professionele interveniënten.

2° de hulp in de eerste plaats verlenen aan diegenen die er het meeste behoefte aan hebben en die op financieel en sociaal vlak en op het vlak van de fysieke en psychische gezondheid het meest achtergesteld zijn.

Art. 29. § 1. De gezins- of bejaardenhelper is een polyvalente professional. Hij assisteert en helpt de begunstigden bij de realisatie van de dagdagelijkse taken. Hij voorkomt met name gevaar dat de begunstigde of zijn omgeving bedreigt. Hij voert een overleg-actie met de begunstigde en zijn collega's en werkt samen met alle medico-sociale actoren die de begunstigde omringen.

§ 2. De poetshulp staat in voor het onderhoud van de kamers van de woning van de begunstigde en voert punctuele taken uit met het akkoord van de teamverantwoordelijke. Hij werkt in overleg met zijn collega's en de begunstigde. Hij brengt de dienst op de hoogte van elke evolutie op financieel vlak en op dat van de fysieke en psychische gezondheid die hij bij de begunstigde vaststelt.

Afdeling XII. — De centra voor teleonthaal

Art. 30. Het centrum voor teleonthaal is een ambulante dienst die, via de telefoon, in alle anonimiteit en geheimhouding van het gesprek, hulp biedt aan elke persoon die in een crisissituatie of psychologische nood verkeert.

Art. 31. Het centrum voor teleonthaal voert de volgende opdrachten uit :

1° vierentwintig uur op vierentwintig en alle dagen van het jaar een teleonthaal organiseren en, in voorkomend geval, een oriëntatie die het best beantwoordt aan de situatie of aan de moeilijkheden die aan de oorsprong van de oproep hebben gelegen;

2° telefonisch toegankelijk zijn voor de bevolking;

3° de supervisie van de activiteit van de operatoren verzekeren.

TITEL II. — *Erkenning, normen, toelagen, toezicht en inspectie***HOOFDSTUK I. — *Erkenningsvoorwaarden****Afdeling I. — Algemene erkenningsvoorwaarden*

Art. 32. Het College maakt, na advies van de Adviesraad, een programmering op waarin een aantal diensten per sector zijn opgenomen, rekening houdend met het bestaand aanbod en de behoeften die werden vastgesteld vanuit sociologische, geografische, epidemiologische en socio-economische hoek.

In het kader van die programmering stelt het College het aantal nieuwe diensten vast die het per sector mag erkennen. Het College kan ook de teams van de erkende ambulante diensten versterken.

Het College deelt de programmering mede aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 33. Om te worden erkend, voldoet de ambulante dienst aan de volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met de sector waarvoor hij de erkenning aanvraagt;

2° zijn activiteiten hoofdzakelijk uitoefenen op het Brussels Hoofdstedelijk grondgebied;

3° onder de teamleden een persoon aanduiden die belast is met de algemene coördinatie van de ambulante dienst;

4° voor iedereen toegankelijk zijn en zijn opdrachten zonder de minste discriminatie vervullen;

5° de deontologische regels en het beroepsgeheim die van kracht zijn in de sector waarvan hij deel uitmaakt, naleven;

6° de vertrouwelijkheid in de organisatie van zijn lokalen garanderen;

7° stappen ondernemen voor een kwalitatieve evaluatie overeenkomstig Titel IV;

8° de sectorale erkenningsvoorwaarden en de erkenningsnormen eerbiedigen;

9° een verzekeringscontract sluiten voor civielrechtelijke en beroepsaansprakelijkheid;

10° een verzekeringscontract sluiten voor de aansprakelijkheid van de bestuurders.

Afdeling II. — Sectorale erkenningsvoorwaarden

Onderafdeling I. — Erkenningsvoorwaarden voor de diensten voor geestelijke gezondheid

Art. 34. § 1. Om als dienst voor geestelijke gezondheid erkend te worden, omvat de dienst een pluridisciplinair team dat minstens de volgende functies verzekert :

- 1° de psychiatrische functie;
- 2° de psychologische functie;
- 3° de sociale functie;
- 4° de opvang- en secretariaatsfunctie.

Om die functies te verzekeren, omvat de dienst een minimaal team dat prestaties verzekert die minstens overeenstemmen met een voltijds arbeidsequivalent voor elke van de onder 1°, 2°, 3° en 4° bedoelde functies;

§ 2. Het minimaal team is samengesteld uit werknemers die door de dienst voor geestelijke gezondheid in dienst genomen zijn voor prestaties die minstens overeenstemmen met een voltijds arbeidsequivalent;

§ 3. Daarenboven mag de dienst een pluridisciplinair team omvatten dat gespecialiseerd is in de opvang van kinderen en adolescenten, dat minstens de pedopsychiatrische, psychologische en sociale functies verzekert. Om elke van die functies te verzekeren, is dit team samengesteld uit personen die prestaties verzekeren die minstens overeenstemmen met een voltijds arbeidsequivalent voor de pedopsychiatrische functie en met een $\frac{3}{4}$ voltijds arbeidsequivalent voor de psychologische en de sociale functie;

§ 4. Het team mag eveneens aanvullende functies vervullen, met name op het vlak van de geneeskunde, verpleegzorgen, pedagogie, sociologie, criminologie, psychomotoriek, logopedie, ergotherapie. Die aanvullende functies zijn rechtstreeks gelinkt aan de activiteiten die de dienst voor geestelijke gezondheid uitoefent in het kader van zijn algemene opdrachten en, in voorkomend geval, van zijn specifieke projecten.

Art. 35. § 1. De dienst voor geestelijke gezondheid is zodanig gelegen dat hij optimaal beantwoordt aan de belangen van de patiënten en de bevolking die hij bedient. Hij zorgt ervoor gemakkelijk bereikbaar te zijn.

§ 2. De dienst voor geestelijke gezondheid organiseert een opvang-permanentie.

§ 3. Om de opvang van de patiënten te verzekeren organiseert hij eveneens, mits hun instemming, hun opvang thuis, in hun woon-of verblijfplaats of op enige andere plaats.

Onderafdeling II. — Erkenningsvoorwaarden van de diensten die actief zijn op het vlak van de toxicomanie

Art. 36. Om erkend te worden als dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie, oefent de dienst minstens twee onder de artikelen 7 en 8 bedoelde opdrachten uit, waarvan er minstens één algemeen is.

Art. 37. § 1. Om erkend te worden als dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie, omvat de dienst een team van minimum een halftijdse kracht per erkende opdracht;

§ 2. Het minimaal team is samengesteld uit werknemers die door de dienst in dienst genomen zijn voor prestaties die minstens overeenstemmen met een voltijds arbeidsequivalent;

§ 3. Het team mag eveneens aanvullende functies vervullen die rechtstreeks gelinkt zijn aan de activiteiten die uitgeoefend worden door de dienst die actief is op het vlak van de toxicomanie in het kader van zijn algemene en bijzondere opdrachten.

Onderafdeling III. — Erkenningsvoorwaarden van de centra voor globale sociale actie

Art. 38. Om erkend te worden als centrum voor globale sociale actie, voldoet het centrum aan de volgende voorwaarden :

- 1° onverminderd de bepalingen voorzien in artikel 40, een permanentie van eerste opvang verzekeren;
- 2° samenwerken met de erkende centra voor globale sociale actie, overeenkomstig artikel 11. Het College bepaalt de voorwaarden van de onderlinge samenwerking tussen de centra.

Art. 39. Om als centrum voor globale sociale actie erkend te worden, omvat het centrum een minimum-team van twee voltijdse equivalenten professionals die de sociale functie uitoefenen en een halftijdse equivalent die de administratieve functie invult. Een van de professionals die de sociale functie vervult heeft de verantwoordelijkheid over de algemene coördinatie. De arbeidstijd die verbonden is aan de algemene coördinatie en de arbeidstijd voor de administratieve functie zijn gekoppeld aan de arbeidstijd van de sociale functie en nemen toe volgens de door het College vastgestelde modaliteiten.

Art. 40. Naargelang de in het aanvraagdossier om erkenning gemotiveerde noodzaken, kan het College het bestaan toelaten van een of meerdere antennes voor eenzelfde centrum voor globale sociale actie op voorwaarde dat de aan de globale sociale actie en de permanentie voor eerste opvang er verzekerd worden door een professional die gekwalificeerd is om de sociale functie te verzekeren.

Onderafdeling IV. — Erkenningsvoorwaarden voor de centra voor gezinsplanning

Art. 41. § 1. Om als centrum voor gezinsplanning erkend te worden, beschikt het centrum over een pluridisciplinair team. Elk team verzekert minstens de volgende functies :

- 1° opvang;
- 2° medisch en gynaecologisch;
- 3° psychologisch;
- 4° sociaal;
- 5° juridisch;
- 6° administratief.

Daarnaast kan het centrum ook nog de volgende functies uitoefenen : seksuologisch, huwelijksadvies, gezinsbemiddeling.

§ 2. De opdrachten inzake opvang en preventie worden uitgeoefend door personen die houder zijn van de diploma's die vereist zijn om de in § 1 vermelde functies uit te oefenen, uitgezonderd de administratieve functie.

§ 3. De preventie-activiteiten kunnen aan externe personen worden toevertrouwd waarop het centrum een beroep doet wegens hun kwaliteiten als specialist.

Art. 42. Om de opdrachten te verzekeren die voorzien zijn in artikel 13 van het decreet en in artikel 41, § 1 van het decreet, omvat het personeelskader dat het basis pluridisciplinair team vormt minstens :

1° een geneesheer (M/V) waarvan het dagelijks arbeidsvolume minstens nul zestien voltijds equivalent is;

2° een psycholoog of een psychiater (M/V) à rato van minstens nul zestien voltijds equivalent;

3° een maatschappelijk assistent of verpleger maatschappelijk gegradueerde (M/V) à rato van minstens nul zestien voltijds equivalent;

4° een jurist (M/V) à rato van minstens nul zestien voltijds equivalent;

5° een administratieve kracht minstens halftijds;

Het kader kan daarnaast ook nog bestaan uit :

1° een seksuoloog à rato van minstens nul zestien voltijds equivalent;

2° een huwelijksconsulent met een graduaat in huwelijks- en gezinsadvies à rato van minstens nul zestien voltijds equivalent;

Onderafdeling V. — Erkenningsvoorwaarden voor de medische huizen

Art. 43. Om als medisch huis erkend te worden omvat de dienst een pluridisciplinair team van minstens twee huisartsen, personeel voor de opvang en het secretariaat en paramedisch of sociaal personeel. De hoofdfunctie van de dienst ontplooit zich in het kader van de ontwikkeling van de geïntegreerde gezondheidszorgen.

Art. 44. Het minimumkader omvat een voltijdse equivalent voor de opvangfunctie en een halftijdse equivalent voor de gemeenschappelijke gezondheidsfunctie.

Art. 45. De dienst verzekert de samenwerking van de sociale en psychotherapeutische werknemers.

Onderafdeling VI. — Erkenningsvoorwaarden voor de diensten voor schuldbemiddeling

Art. 46. In afwijking op artikel 33, 1°, mag de dienst voor schuldbemiddeling georganiseerd worden door een publiekrechtelijk rechtspersoon die zijn activiteiten uitoefent in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 47. Om als dienst voor schuldbemiddeling erkend te worden :

1° wijst de dienst een minstens een maatschappelijk assistent toe aan de schuldbemiddeling die over een gespecialiseerde opleiding of beroepservaring beschikt;

2° rechtvaardigt de dienst de tewerkstelling van een jurist met een gespecialiseerde opleiding of beroepservaring in de schuldbemiddeling, of sluit hij een overeenkomst met een jurist die minstens aan een van die twee voorwaarden voldoet of sluit hij ook nog een overeenkomst met de Franse orde der Advocaten aan de Brusselse Balie.

3° moet het maatschappelijk doel of de wettelijke opdracht van de dienst bestaan uit de bijstand aan personen in moeilijkheden.

Art. 48. Aan de volgende voorwaarden moet te allen tijde voldaan zijn :

1° de eerbaarheid en de onbaatzuchtigheid van de verantwoordelijke van de mandatarissen, van de beambten en van het personeel van de dienst voor schuldbemiddeling;

2° de voorzitter, de bestuurder, de directeur of de mandataris mogen geen gevangenisstraf van minstens een maand, zelfs met uitstel, hebben opgelopen zonder eerherstel, voor een overtreding voorzien in het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen of waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken;

3° de dienst voor schuldbemiddeling geniet een voldoende onafhankelijkheid tegenover de begunstigden en mag geen activiteit uitoefenen van lener of kredietbemiddelaar onderworpen aan de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet.

Onderafdeling VII. — Erkenningsvoorwaarden diensten voor forensisch welzijnswerk

Art. 49. Om als dienst voor forensisch welzijnswerk erkend te worden, vervult de dienst alle opdrachten bedoeld in artikel 19, § 1 en § 2 of in artikel 19, § 1 en § 4.

De in artikel 19 bedoelde opdrachten kunnen beperkt worden tot de slachtoffers van specifieke categorieën overtredingen of van overtreding betitelde feiten.

In dat laatste geval kan het College een of verschillende diensten toelating geven om de in artikel 19, 2, 2° niet te moeten uitvoeren.

Het erkenningsbesluit preciseerd de opdrachten waarvoor de dienst voor forensisch welzijnswerk erkend is en, in voorkomend geval, de beperkingen inzake categorieën overtredingen.

Art. 50. § 1. Om de in artikel 19 voorziene opdrachten te vervullen beschikt de dienst voor forensisch welzijnswerk minstens over 1,5 voltijdse equivalent voor de bezoldigde niet-administratieve functie, waarvan minstens een halftijds equivalent voor de psychologische functie en een halftijds equivalent voor de sociale functie.

§ 2. Wanneer hij gelijktijdig beschikt over een erkenning betreffende de in artikel 19, § 2 en in artikel 19, § 4, bedoelde opdrachten, oefent hij die twee groepen opdrachten uit in onderscheiden plaatsen of op onderscheiden ogenblikken.

Onder VIII Erkenningsvoorwaarden voor de diensten « Ontmoetingsruimten »

Art. 51. Om als « Ontmoetingsruimte » erkend te worden :

1° vervult de dienst, op exclusieve wijze, alle in artikel 21 bedoelde opdrachten uit;

2° beschikt hij over gekwalificeerd personeel en een coördinator die de activiteiten van de dienst « Ontmoetingsruimte » organiseert, in overleg met de personeelsleden en een door het College vastgesteld personeelskader. Dit kader omvat minstens een basisteam van twee voltijdse equivalent waaronder :

a) minimum een universitair voltijdse equivalent waarvan minstens een halftijds equivalent voor de psychologische of gelijkgestelde functie;

b) minimum een gegradueerde voltijdse equivalent;

c) maximum een administratief halftijds equivalent;

d) een onder de punten a) of b) bedoeld lid van het basisteam vervult de functie van coördinator à rato van een halftijds equivalent;

3° verbindt hij zich ertoe het door het College opgemaakt deontologisch handvest te eerbiedigen;

4° beschikt hij over een huishoudelijk reglement waarin minstens de rechten en plichten van de personeelsleden en van de begunstigden gepreciseerd zijn.

Onderafdeling IX. — Erkenningsvoorwaarden voor de voor de centra voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten

Art. 52. § 1. Om als centrum voor coördinatie van thuisverzorging - en diensten erkend te worden in het kader van de in artikel 23, 1° bedoelde opdracht, verzekert de dienst, voor elke begunstigde :

1° de coördinatie van de drie volgende diensten en dit, zeven dagen op zeven :

a) hulp bij de dagelijkse handelingen, door een erkende dienst zoals de diensten voor gezins- en bejaardenhulp;

b) verpleegkundige zorgen thuis;

c) verdeling van maaltijden thuis.

2° de coördinatie van alle nodige diensten voor het thuisblijven :

a) sociale begeleiding door een erkende dienst;

b) kinesitherapie;

c) uitlenen van materieel;

d) logopedie;

e) ergotherapie;

f) podologie;

g) telebewaking;

h) psychologische steun;

i) tandverzorging;

j) coiffure

§ 2. Het coördinatiecentrum organiseert een wachtdienst waardoor het kan beantwoorden aan de noodoproepen van de begunstigden en dit, vierentwintig uur op vierentwintig en zeven dagen op zeven.

Art. 53. Om erkend te worden als coördinatiecentrum in het kader van de in artikel 23, 2° bedoelde opdracht, organiseert de dienst :

1° in functie van de intensiteit van de nodige hulp, de voornaamste in voorgaand artikel, § 1, 1° bedoelde diensten, die hij dagelijks aanpast;

2° een wacht- en bewakingssysteem, vierentwintig uur op vierentwintig en zeven dagen op zeven, waarbij hij voortdurend toegang heeft tot de coördinatie dossiers van de patiënten en waarbij hij binnen het uur een dringende interventie organiseert door verpleegkundig personeel.

Art. 54. er worden 3 categorieën coördinatiecentra voor thuisverzorging en -diensten ingevoerd, in functie van :

1° de opdrachten :

a) het coördinatiecentrum categorie 1 vervult de in artikel 23, 1° bedoelde opdracht;

b) het coördinatiecentrum categorie 2 of 3 vervult de twee in artikel 23, 1° en 2° bedoelde opdrachten;

2° het aantal actieve coördinatie dossiers :

Het College bepaalt, na advies van de Adviesraad, het aantal actieve coördinatie dossiers dat nodig is per categorie, evenals de criteria voor de beoordeling van het belang van de rond de begunstigde georganiseerde coördinatie.

3° de organisatie van het centrum en van het gebruikte type wachtdienst :

a) Het coördinatiecentrum categorie 1 of 2 kan hetzij :

1) zelf, geheel of gedeeltelijk, voornoemde zorgen en diensten verstrekken;

2) samenwerken met de zorgen- of dienstenverstrekkers. Deze mogen zelfstandige verstrekkers zijn of verstrekkers die gegroepeerd zijn in een groepering. Het College bepaalt de samenwerkingsmodaliteiten met de verstrekkers.

b) Het coördinatiecentrum categorie 3 is een geïntegreerd coördinatiecentrum dat :

1) samen met de voornaamste in artikel 52, § 1, 1° bedoelde diensten, een technische eenheid vormt in de zin van artikel 50, 3 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers tijdens de uitoefening van hun werk;

2) een wachtdienst organiseert waardoor het een permanentie kan organiseren, vierentwintig uur op vierentwintig en zeven dagen op zeven, in zijn lokalen en met daartoe toereikend coördinatiepersoneel.

Art. 55. § 1. Om zijn opdrachten te vervullen, beschikt het coördinatiecentrum minimum over een voltijdse bediende voor de coördinatie, hierna de Coördinator genoemd.

Het coördinatiecentrum mag eveneens over administratief en directiepersoneel beschikken.

§ 2. Het College bepaalt het betoelaagd personeel in elke categorie evenals de categorieën coördinatiecentra die administratief en directiepersoneel genieten.

Art. 56. Het coördinatiecentrum :

1° houdt een coördinatie dossier voor elke begunstigde bij. De inhoud van dit dossier is toegankelijk voor het personeel dat de zorgen en diensten verstrekt en waarvan het coördinatiecentrum de activiteit coördineert.

2° maakt een verbindingss fiche op in de verblijfplaats van de begunstigde. Deze fiche bevat geen enkel gegeven dat door het medisch geheim gedekt is.

Het College bepaalt de minimuminhoud van het coördinatie dossier en van de verbindingss fiche.

Art. 57. Het coördinatiecentrum organiseert de overdracht van de informatie, met name door werkvergaderingen die gewijd zijn aan de uitvoering van het hulpplan zodat de verschillende verstrekkers alle, voor de uitvoering ervan nuttige informatie zouden kunnen uitwisselen.

Onderafdeling X. — Erkenningsvoorwaarden voor de diensten voor palliatieve verzorging en nazorg

Art. 58. § 1. Om, in het kader van de in artikel 26, § 1° bedoelde opdracht, erkend te worden als dienst voor palliatieve verzorging en nazorg, organiseert en verstrekt de dienst dagelijks, in functie van de intensiteit van de nodige steun, de volgende diensten :

1° verpleegkundige zorgen;

2° een wacht- en bewakingssysteem, vierentwintig uur op vierentwintig en zeven dagen op zeven, waardoor binnen het uur een dringende en aan de situatie aangepaste interventie mogelijk is;

de dienst voor palliatieve verzorging en nazorg beschikt minstens, binnen zijn team, over verpleegkundig personeel en werkt samen met een referentiegeneesheer die een specifieke opleiding in palliatieve zorgen heeft gekregen.

§ 2. Om de opdrachten bedoeld in artikel 26, 2° en 3° te kunnen vervullen, moet de dienst palliatieve verzorging en nazorg zijn patiënten zeven dagen op zeven kunnen opvangen, naargelang hun behoeften.

§ 3. Om de opdrachten bedoeld in artikel 26, 2° en 3° te kunnen vervullen beschikt de dienst palliatieve verzorging en nazorg over minstens werknemer die houder is van een psycho-medico-sociale kwalificatie.

Art. 59. De dienst palliatieve verzorging en nazorg organiseert vergaderingen waarop externe personen die aan de verzorging van de patiënten deelnemen, uitgenodigd worden.

Art. 60. Er worden 5 categorieën diensten palliatieve verzorging en nazorg ingevoerd, in functie van het aantal en van het type vervulde opdrachten :

1° De dienst categorie 1 voert de in artikel 26, 4° bedoelde opdracht uit;

2° De dienst categorie 2 voert de in artikel 26, 3° en 4° bedoelde opdrachten uit;

3° De dienst categorie 3 voert de in artikel 26, 2° en 3° bedoelde opdrachten uit;

4° De dienst categorie 4 voert de in artikel 26, 1° bedoelde opdracht uit;

5° De dienst categorie 5 voert alle, in artikel 26 bedoelde opdrachten uit.

Onderafdeling XI. — Erkenningsvoorwaarden voor de diensten voor thuishulp

Art. 61. Om erkend te worden als dienst voor thuishulp :

1° stelt de dienst, voltijds en op permanente wijze, minstens vijf gezinshelpers te werk die houder zijn van het in artikel 132 bedoeld inschrijvingsbewijs. Een voltijdse betrekking mag vervangen worden door meerdere deeltijdse betrekkingen, op voorwaarde dat de som van deze laatste minstens overeenstemmen met een voltijdse betrekking.

2° past de dienst hun respectieve, zoals door het College vastgestelde statuten op de gezinshelpers en huishoudhulp toe;

3° stelt de dienst, voor minstens ¼-tijds en met een arbeidscontract, een teamverantwoordelijke tewerk, met een opleiding van maatschappelijk assistent of gelijkgeschakeld, voor de vijf voltijdse gezins-, bejaarden- of huishoudhulpers;

4° stelt hij, voor diensten met meer dan honderd gezins-, bejaarden- of huishoudhulpers, een directeur aan die de functie van algemeen coördinator vervult.

Onderafdeling XII. — Erkenningsvoorwaarden voor de centra voor teleonthaal

Art. 62. Om als centrum voor teleonthaal erkend te worden, beschikt het centrum over een handvest waarin de wederzijdse rechten en plichten van het centrum en de luisteraars vastgelegd zijn, waarbij uitdrukkelijk vermeld staat dat het adres van het centrum, de naam van de luisteraar en zijn diensttijden niet verspreid mogen worden.

Art. 63. het minimumkader is samengesteld uit :

1° drie voltijdse equivalenten waaronder een functie van directeur die instaat voor de algemene coördinatie, een verantwoordelijke en een secretariaatsfunctie, wanneer het centrum een beroep doet op meer dan zestig vrijwillige medewerkers;

2° anderhalve voltijdse equivalent waaronder een verantwoordelijke voor de opleiding en een secretaris wanneer het centrum er tussen de veertig en de zestig in dienst heeft;

3° een halftijdse equivalent die verantwoordelijk is voor de opleiding wanneer het centrum een beroep doet op minder dan veertig vrijwilligers.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure**Afdeling I. — Erkenningsaanvraag*

Art. 64. § 1. De ambulante dienst dient een aanvraag om erkenning in bij het College.

Het College bepaalt de modaliteiten voor de indiening van die aanvraag.

Deze aanvraag om erkenning is vergezeld van een nota waarin gepreciseerd wordt hoe de dienst beantwoordt of overweegt te beantwoorden aan de opdrachten waarvoor hij om een erkenning vraagt en waarin hij zich ertoe verbindt de sectorale erkenningsvoorwaarden en de erkenningsnormen na te leven.

§ 2. De volgende documenten worden bij de aanvraag om erkenning bijgevoegd :

1° de naam van de vereniging zonder winstoogmerk;

2° de naam van de ambulante dienst;

3° het ondernemingsnummer;

4° het nummer van de bankrekening;

5° de naam van de persoon die ertoe gemachtigd is de vereniging zonder winstoogmerk te vertegenwoordigen en het bewijs van zijn aanstelling overeenkomstig de statutaire bepalingen;

6° het adres van de activiteitenzetel(s);

7° de naam van de met de algemene coördinatie belaste persoon en het bewijs van zijn mandaat;

8° een document dat aantoont dat de dienst het vruchtgebruik van de lokalen heeft;

9° een attest tot staving van de aansprakelijkheidsverzekering van de bestuurders;

10° een attest van de verzekeringspolis dat de burgerlijke beroepsaansprakelijkheid van de dienst gedekt is;

11° een voorbegroting van de ambulante dienst met vermelding van alle verkregen of gevraagde openbare toelagen;

12° de samenstelling van het team, aanwezig en gevraagd, met de functies, kwalificaties en arbeidstijd.

§ 3. De aanvraag wordt ontvankelijk verklaard wanneer zij alle hogerop bedoelde documenten bevat, die oprecht en conform verklaard zijn, en wanneer zij ondertekend zijn door de persoon die ertoe gemachtigd is om de vereniging zonder winstoogmerk te vertegenwoordigen.

Art. 65. Wanneer de aanvraag ontvankelijk verklaard is, laat het College overgaan tot het onderzoek ervan en tot een inspectie binnen een termijn van drie maanden.

Art. 66. Het College legt vervolgens het onderzocht dossier voor advies voor aan de Adviesraad.

De Adviesraad brengt zijn advies uit binnen de drie maanden vanaf de aanhangigmaking.

Art. 67. De Adviesraad brengt de aanvrager op de hoogte van de datum waarop zijn dossier geanalyseerd is en nodigt hem uit om zijn project te komen voorstellen.

Art. 68. De Adviesraad brengt zijn advies uit ongeacht het gevolg dat door de aanvrager gegeven werd op de uitnodiging om zijn project te komen voorstellen.

Art. 69. Na advies van de Adviesraad, of bij ontstentenis van advies binnen de voorgeschreven termijn, doet het College uitspraak over de aanvraag om erkenning en geeft kennis van zijn beslissing tot voorlopige toekenning of weigering van erkenning aan de aanvrager.

Afdeling II. — Voorlopige erkenning

Art. 70. Het College kent een voorlopige erkenning toe voor de duur van twee jaar, die maximum eenmaal kan verlengd worden. De beslissing van het College tot voorlopige toekenning van de erkenning preciseert de opdrachten waarvoor de ambulante dienst voorlopig erkend is en, behalve voor de diensten voor thuishulp, de samenstelling van het betaald team.

Art. 71. Tijdens de periode van de voorlopige erkenning, laat het College overgaan tot een inspectie en bepaalt het of de ambulante dienst aan de erkenningsvoorwaarden en -normen beantwoordt.

Afdeling III. — Toekenning en weigering van erkenning

Art. 72. Zes maanden voor het verstrijken van de voorlopige erkenning laat het College de in artikel 64, § 2 bedoelde documenten actualiseren. Het legt een met redenen omkleed voorstel tot erkenning, tot weigering of tot hernieuwing van de voorlopige erkenning van de ambulante dienst voor advies voor aan de Adviesraad. Deze geeft zijn advies binnen een termijn van maximum drie maanden vanaf de datum van de aanhangigmaking. Zolang het College niet beslist heeft over de toekenning of de weigering van erkenning of over de hernieuwing van de voorlopige erkenning, behoudt de ambulante dienst zijn voorlopige erkenning.

Art. 73. Wanneer er wordt voorgesteld de erkenning te weigeren, brengt de Adviesraad de persoon die ertoe gemachtigd is de vereniging zonder winstoogmerk te vertegenwoordigen op de hoogte van de datum waarop het voorstel wordt onderzocht en nodigt hij hem uit zijn opmerkingen te laten gelden.

Art. 74. De Adviesraad brengt zijn advies uit ongeacht het gevolg dat door de aanvrager gegeven werd op de uitnodiging om zijn opmerkingen te laten gelden.

Art. 75. Na advies van de Adviesraad, of bij ontstentenis van advies binnen de voorgeschreven termijn, wordt kennis gegeven van de beslissing van het College over de erkenning, de geweigerde erkenning of de hernieuwing van de voorlopige erkenning aan de aanvrager.

Art. 76. De beslissing van het College tot toekenning van de erkenning preciseert de opdrachten waarvoor de ambulante dienst erkend wordt en, behalve voor de diensten voor thuishulp, de samenstelling van het betaald team.

Afdeling IV. — Wijziging van erkenning

Art. 77. In geval van wijziging van de naam van de vereniging zonder winstoogmerk, van het adres van de activiteitenzetel(s), van de opdrachten, van de manier waarop zij worden uitgevoerd of van het erkend kader, dient de dienst een aanvraag om wijziging van erkenning in.

Art. 78. De aanvraag om wijziging van erkenning wordt onderzocht volgens de regels die van toepassing zijn om de aanvraag om erkenning; enkel de in artikel 64, § 2 bedoelde documenten die gewijzigd werden, moeten aan het College worden overgemaakt.

Afdeling V. — Intrekking van erkenning of gedwongen wijziging van erkenning

Art. 79. Wanneer de erkenningsvoorwaarden of -normen niet meer nageleefd zijn, of wanneer de ambulante dienst niet meer alle, in de beslissing tot toekenning van de erkenning gepreciseerde opdrachten vervult, richt het College een met redenen omklede ingebrekestelling aan de ambulante dienst. De werknemers moeten hiervan onmiddellijk op de hoogte gebracht worden door de dienst. Het College bepaalt de termijn waarin de ambulante dienst zich moet conformeren aan zijn erkenning. Het College kan de ambulante dienst een voorstel van gedwongen wijziging van erkenning doen.

Art. 80. Na verloop van die termijn, legt het College het dossier voor aan de Adviesraad. Deze brengt zijn advies uit binnen de drie maanden na de aanhangigmaking.

Art. 81. De Adviesraad brengt de persoon die ertoe gemachtigd is de vereniging zonder winstoogmerk te vertegenwoordigen op de hoogte van de datum waarop zijn dossier geanalyseerd wordt en nodigt hem uit zijn opmerkingen te laten gelden en zich voor hem aan te bieden.

Art. 82. De Adviesraad brengt zijn advies uit, ongeacht het gevolg dat door de vereniging zonder winstoogmerk gegeven werd aan de uitnodiging om haar opmerkingen te laten gelden.

Art. 83. De beslissing van het College houdende intrekking van erkenning of voorstel van gedwongen wijziging van erkenning, wordt aan de dienst overgemaakt per bij de post aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs.

Art. 84. § 1. De beslissing van het College houdende intrekking van erkenning houdt de intrekking van de toelage van de betrokken dienst binnen een termijn van minimum drie maanden vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving. De ambulante dienst is ertoe gehouden, zodra hij de kennisgeving van het College ontvangen heeft, de begunstigen van de dienst en de teamleden op de hoogte te brengen van de beslissing tot intrekking van de erkenning.

§ 2. De beslissing van het College houdende gedwongen wijziging van de erkenning houdt de wijziging in van de toelage van de betrokken dienst binnen een termijn van minimum drie maanden vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving.

Art. 85. De vermelding erkenning wordt geschrapt in alle documenten, affiches en publicaties vanaf de datum van de intrekking van de erkenning.

Art. 86. Met hun akkoord worden de begunstigen naar een andere ambulante dienst georiënteerd en hun individueel dossier wordt aan die dienst overgemaakt.

Afdeling VI. — Intrekking van erkenning om dringende redenen

Art. 87. Wanneer dringende redenen het rechtvaardigen kan het College, per gemotiveerde beslissing en ten voorlopige titel, de dringende intrekking van de erkenning van een ambulante dienst bevelen.

Art. 88. Het brengt de ambulante dienst hiervan op de hoogte die onmiddellijk elke erkende activiteit stopzet. De Adviesraad wordt hiervan gelijktijdig op de hoogte gebracht.

Art. 89. Het College brengt de persoon die ertoe gemachtigd is de ambulante dienst te vertegenwoordigen onverwijld op de hoogte van de datum waarop zijn dossier geanalyseerd wordt en nodigt hem uit zijn opmerkingen te laten gelden en zich voor hem aan te bieden.

Art. 90. Het College beslist definitief over de intrekking van erkenning, ongeacht het gevolg dat gegeven werd aan de uitnodiging om voor hem te verschijnen.

Art. 91. Bij intrekking van de erkenning, houdt de beslissing de intrekking van de toelage in binnen een termijn van drie maanden vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving ervan aan de betrokken ambulante dienst.

Art. 92. De ambulante dienst is ertoe gehouden de beslissing tot intrekking van erkenning om dringende redenen aan de begunstigen van de dienst een aan de teamleden mede te delen zodra de kennisgeving ervan gebeurd is. De vermelding erkenning wordt geschrapt in alle documenten, affiches en publicaties vanaf de datum van de intrekking van de erkenning.

Art. 93. Met hun akkoord worden de begunstigen naar een andere ambulante dienst georiënteerd en hun individueel dossier wordt aan die dienst overgemaakt.

Afdeling VII. — Vrijwillige sluiting

Art. 94. Wanneer een ambulante dienst beslist zijn activiteiten stop te zetten, deelt hij deze beslissing drie maanden voordat ze uitwerking heeft aan het College mede. De dienst is ertoe gehouden zijn beslissing tot sluiting mede te delen aan zijn gebruikers en aan de teamleden.

Art. 95. Kopie van deze beslissing wordt gedurende zes maanden en op een zichtbare plaats aangebracht in de plaats van het paneel waarop de erkenning vermeld stond.

Art. 96. Met hun akkoord worden de begunstigden naar een andere ambulante dienst georiënteerd en hun individueel dossier wordt aan die dienst overgemaakt.

*HOOFDSTUK III. — Normen en bepalingen**Afdeling I. — Algemene normen en bepalingen**Onderafdeling I. — Algemene werkingsnormen*

Art. 97. Behoudens tegengestelde sectorale bepalingen wordt, voor elk lid van de erkende ploeg, een dossier samengesteld. Het omvat een kopie van zijn diploma, het contract met aanhangsels, in voorkomend geval de kwalificatie-afwijking, evenals de attesten die zijn anciënniteit aantonen.

Het College bepaalt de modaliteiten en de procedures voor de overdracht van stukken uit dit dossier die nodig zijn voor de berekening van de toelage.

Art. 98. De ambulante dienst organiseert minstens één keer per maand teamvergaderingen. Deze vergaderingen zijn bedoeld voor de uitwisseling van informatie en de bespreking van het werk van de ambulante dienst. De processen-verbaal van die vergaderingen worden minstens vijf jaar bijgehouden.

Art. 99. § 1. De opdrachten worden ten kosteloze titel uitgevoerd, behalve in de sectoren waar het College het maximumbedrag van de financiële bijdragen bepaalt die door de ambulante dienst aan de begunstigden gevraagd kunnen worden.

§ 2. De dienst vraagt een financiële tussenkomst voor de raadplegingen, rekening houdend met de sociale context en de economische situatie van de begunstigden. Er kunnen gratis consultaties gegeven worden.

§ 3. De dienst brengt, vóór elke tussenkomst, de begunstigde op de hoogte van het toepasselijk tarief.

§ 4. De door de begunstigden aan de ambulante dienst in het kader van zijn opdrachten verschuldigde financiële bijdragen op op gecentraliseerde wijze geïnd.

Art. 100. Het College bepaalt, per sector, het minimumaantal openingsuren of de prestatie-periodes van de ambulante diensten, de organisatie-voorwaarden van de opvangpermanentie, het informatiesysteem voor het publiek buiten die uren en het wachtsysteem.

Art. 101. § 1. De ambulante dienst houdt, voor elke begunstigde, een individueel dossier bij dat de gegevens moet bevatten die nodig zijn voor de individuele of familiale opvolging van de begunstigde. Deze dossiers worden bewaard, geklasseerd en geïnventariseerd, beschermt tegen elke indiscretie.

§ 2. De ambulante dienst bewaart, in een register, de inventaris van de activiteiten inzake opleiding, informatie en preventie en, in voorkomend geval, van de specifieke projecten die hij ontwikkelt.

Art. 102. De ambulante dienst houdt een administratief dossier ter beschikking van het College. Het College bepaalt de inhoud en de modaliteiten voor de overdracht van dit dossier.

Art. 103. Voor de prestaties die onder de ziekte- en invaliditeitsverzekering vallen, maakt de ambulante dienst zorgverstrekkingss attesten op op zijn naam.

Art. 104. Uiterlijk op 30 juni maakt de ambulante dienst een door de algemene vergadering van de dienst goedgekeurd jaarverslag over. De inhoud van dat verslag wordt bepaald door het College, na advies van de Adviesraad.

Art. 105. Het College bepaalt, per sector en na advies van de Adviesraad, de te registreren gegevens, de modaliteiten en procedures voor die registratie en voor de overdracht van die gegevens. De ambulante dienst maakt jaarlijks een geheel over van anoniem vermelde gegevens die hij registreert en die betrekking hebben op de begunstigden.

Art. 106. De vermelding « agréé par la Commission communautaire française » is verplicht op alle documenten, affiches en publicaties van de ambulante dienst en is zichtbaar aan de buitenkant van het gebouw.

Art. 107. § 1. Enkel de overeenkomstig onderhavig decreet erkende ambulante diensten mogen de volgende benaming dragen: dienst voor geestelijke gezondheid, dienst actief op het vlak van de toxicomanie, centrum voor globale sociale actie, centrum voor gezinsplanning, medisch huis, dienst voor schuldbemiddeling, dienst voor forensisch welzijnswerk, dienst « Ontmoetingsruimten », centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten, dienst voor palliatieve verzorging en nazorg, dienst voor thuishulp, centrum voor teleonthaal.

§ 2. Elke vereniging die deze benoemingen op onrechtmatige wijze gebruikt, in overtreding van onderhavig decreet, kan veroordeeld worden tot een administratieve boete van drieduizend euro.

§ 3. Het College legt de administratieve boete op en geeft er kennis van binnen de maand na zijn beslissing. De vereniging beschikt over een termijn van een maand om haar opmerkingen te laten gelden. Bij ontstentenis van nieuwe beslissing van het College, is de administratieve boete verschuldigd binnen een termijn van een maand en betaalbaar op de algemene rekening van de Franse Gemeenschapscommissie.

Onderafdeling II. — Algemene personeelsnormen

Art. 108. Het College bepaalt de voltijdse arbeidstijd die in overweging genomen wordt voor de berekening van de toelage. De ambulante dienst bestemt de arbeidstijd van het erkend kader uitsluitend voor de opdrachten van het decreet.

Art. 109. Het College bepaalt, na advies van de Adviesraad, het geheel van diploma's, kwalificaties, gespecialiseerde opleidingen en beroepservaring die vereist zijn voor de teamleden van de erkende kaders evenals de toekenningsmodaliteiten van de afwijkingen op die diploma's en kwalificaties.

Art. 110. De ambulante dienst organiseert de voortgezette opleiding van het erkend team. Het College bepaalt de minimumcriteria waaraan die opleidingen moeten beantwoorden.

Art. 111. De algemene coördinator van de ambulante dienst is belast met :

1° het dagelijks beheer van zijn team en de informatie ervan,

2° een functie van externe vertegenwoordiging, met name in de door het decreet voorziene coördinatie-organen,

3° de naleving van de voorwaarden, normen en bepalingen van het decreet.

Onderafdeling III. — Algemene architectuurnormen

Art. 112. Behoudens een door het College toegekende afwijking, omvat de activiteitenzetel van de ambulante dienst lokalen die, gedurende de openingsuren, hoofdzakelijk gereserveerd zijn voor de uitoefening van zijn opdrachten.

Art. 113. De ambulante dienst beschikt over aan elk type activiteit aangepaste lokalen. Het College bepaalt, per sector, de specifieke architectuurnormen.

Art. 114. De ambulante dienst stelt sanitaire voorzieningen ter beschikking van het publiek.

Onderafdeling IV. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen

Art. 115. Binnen de limieten van de begrotingskredieten en van de in artikel 32 voorziene programmering, kent het College toelagen toe aan de erkende ambulante dienst voor de personeelskosten, de opleidingskosten en voor de werkingskosten.

In afwijking op dit artikel houdt de erkenning van de diensten voor schuldbemiddeling geen recht in op een toelage.

In afwijking op dit artikel worden de diensten voor thuishulp betaald volgens andere, in artikel 133 vastgesteld modaliteiten.

Art. 116. De personeelskosten omvatten het geïndexeerd bruto loonbedrag en de werkgeverslasten en andere door het College vastgestelde voordelen.

Het College bepaalt de barema's die van toepassing zijn op elke functie, de wijze waarop de anciënniteit van het betaald personeel berekend wordt en de wijze waarop de werkgeverslasten en andere betaalde voordelen berekend worden.

Art. 117. Het College bepaalt het percentage van de personeelskosten dat in aanmerking komt voor de betaalding toegekend voor de kosten van de voortgezette opleiding van de werknemers.

Art. 118. De werkingskosten omvatten de kosten verbonden aan de werking van de dienst evenals de kosten verbonden aan de taken voor boekhoudkundig en administratief beheer.

Het College bepaalt de wijze van berekening en de maximumbedragen die als werkingskosten aanvaardbaar zijn.

Art. 119. Behoudens tegengestelde sectorale bepalingen worden driemaandelijke voorschotten gelijk aan vijftwintig procent, vijftwintig procent, vijftwintig procent en vijftwintig procent van de toelage vereffend, uiterlijk op 15 februari voor het eerste trimester, op 15 mei voor het tweede trimester, op 15 augustus voor het derde trimester en op 15 november voor het laatste trimester van het kalenderjaar.

Eens deze vervaldagen verstreken, zullen de verschuldigd gebleven voorschotten verwijlintersten voortbrengen tegen de gemiddelde bank-interestvoet, zoals vastgesteld door de Nationale Bank, dit van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling. De «Euribor 1 week» voet is van toepassing.

Art. 120. De bepalingen van toelagen betreffende de compenserende aanwerving volgend op de arbeidsduurvermindering worden door het College vastgelegd. Deze toelagen worden vereffend, behoudens tegengestelde sectorale bepalingen, overeenkomstig de in artikel 119 vastgelegde modaliteiten.

Art. 121. De bepalingen van toelagen betreffende de compenserende vergoedingen voor brugpensioen van de betaalde werknemers worden door het College vastgelegd. Deze toelagen worden vereffend, behoudens tegengestelde sectorale bepalingen, overeenkomstig de in artikelen 119 en 122 vastgelegde modaliteiten. De bewijsstukken worden door het College bepaald.

Art. 122. Behoudens tegengestelde sectorale bepalingen, wordt het saldo van de toelage vereffende tegen 31 oktober van het volgend jaar, na controle van de bewijsstukken betreffende de in de artikelen 116 en 118 bedoelde personeels-, werkings- en opleidingskosten, voor zover deze uiterlijk op 31 maart overgemaakt zijn. De rekeningen en balansen zoals neergelegd bij de griffie van de Handelsrechtbank en bij de Nationale Bank alsook het activiteitenverslag zullen uiterlijk op 30 juni overgemaakt worden. Het College bepaalt, per sector, de over te maken bewijsstukken.

Art. 123. Wat betreft de aan het Fonds voor compenserende aanwerving toegekende toelagen, worden de saldi van de toelagen vereffend tegen 31 oktober van het volgend jaar, na controle van de bewijsstukken.

De bewijsstukken hebben betrekking op de werking van de Fondsen en op het beheer van de compenserende aanwerving. Zij moeten conform de bepalingen zijn voorzien in de overeenkomsten afgesloten met het College krachtens artikel 85, § 3, van het besluit van 18 oktober 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetgevingen betreffende de toelagen toegekend in de sector van het gezondheidsbeleid en de bijstand aan personen en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de sectoren van de Bijstand aan Personen, de Gezondheid, de Gehandicapten en de Socioprofessionele Inschakeling. Zij moeten overgemaakt worden tegen 30 april van het volgend jaar, in duplo. Zij zullen vergezeld zijn van een activiteitenverslag in duplo waaruit de naleving van de met het College gesloten overeenkomst blijkt.

Art. 124. De vereniging zonder winstoogmerk die een of meerdere erkenningen als ambulante dienst geniet, houdt een analytische boekhouding per erkenning.

Art. 125. Behoudens tegengestelde sectorale bepalingen moeten de inning en het gebruik van de honoraria, toelagen en deelnemingen in de door de ambulante dienst bij de begunstigden of een instelling geïnde kosten, met name in het kader van de prestaties voorzien in de wet betreffende de verplichte verzekering voor gezondheidszorg en vergoedingen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gerechtvaardigd worden.

Art. 126. De toelagen worden geïndexeerd volgens de door het College bepaalde modaliteiten.

Afdeling II. — Sectorale normen en sectorale bepalingen betreffende de toelagen

Onderafdeling I. — Bepalingen betreffende de toelagen aan de diensten die actief zijn op het vlak van de toxicomanie

Art. 127. Het College bepaalt de criteria voor de toekenning van bijkomende middelen voor werkingskosten en voor personeelskosten.

Onderafdeling II. — Bepaling betreffende de toelagen aan de centra voor globale sociale actie

Art. 128. Het College bepaalt de maximumbedragen betreffende de kosten voor de samenwerking tussen de centra.

Onderafdeling III. — Sectorale normen en bepalingen betreffende de toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging - en diensten

Art. 129. De in de artikelen 115 en 118 voorziene werkingskosten mogen daarenboven dienen voor het dekken van :

1° de kosten voor het bijwonen van de vergaderingen van de verstrekkers, op voorwaarde dat een door deze verstrekkers ondertekend register hun aanwezigheid aantoont, en dat de bedragen van de forfaitaire vergoedingen rechtstreeks aan de met het coördinatiecentrum geconventioneerde verstrekkers of verenigingen van verstrekkers gestort wordt. Het bedrag van de forfaitaire vergoeding per verstrekker en per vergadering en de toekenningsvoorwaarden worden door het College bepaald, na advies van de Adviesraad.

2° de vergoeding voor thuiswacht van de zorgverstrekkers van het coördinatiecentrum categorie 3 volgens de door het College bepaalde modaliteiten na advies van de Adviesraad.

Onderafdeling IV. — Sectorale normen en bepalingen betreffende de toelagen aan de diensten voor thuishulp

Art. 130. De dienst voor thuishulp wordt in ploegdienst georganiseerd. Elke ploeg omvat minstens vijf en ten hoogste twintig voltijdse helpers. De modaliteiten betreffende de organisatie van de dienst in ploegen en gekoppeld aan de fluctuatie van het personeel, worden door het College bepaald.

De ploegverantwoordelijke heeft als opdrachten :

1° de organisatie van de ploeg en de omkadering van de gezins-, bejaarden- en huishoudhelpers;

2° de coördinatie en het doorgeven van de informatie die nodig is voor het goed beheer van de ploegen met de algemene coördinator;

3° de omkadering van de begunstigde;

4° de beslissing tot toekenning of weigering van hulp voor de begunstigde. De toekenning of de weigering moeten gerechtvaardigd worden in een document waarvan het model en de modaliteiten van overdracht door het College bepaald worden. In het geval van een toekenning van hulp, wordt een overeenkomst gesloten met de begunstigde;

Zij vermeldt de aanvang van de hulp, de tijdens de hulp te verwezenlijken doelstellingen en taken en eventueel de einddatum van de tussenkomst evenals het bedrag van de bijdrage van de begunstigde.

5° de realisatie van sociale enquêtes volgens de door het College bepaalde modaliteiten.

Het College bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering van deze opdrachten.

Art. 131. Het College bepaalt de modaliteiten betreffende de voortgezette opleiding van het personeel van de dienst voor thuishulp.

Art. 132. Het College reikt de houders van de door hem bepaalde diploma's of getuigschriften die erom vragen, een inschrijvingsbewijs uit dat hen toegang verleent tot de functie van gezins- of bejaardenhelper in een dienst.

Art. 133. De aan de dienst voor thuishulp toegekende toelagen zijn bestemd om werkings- en personeelskosten te dekken.

De toelagen worden toegekend op basis van de volgende elementen :

1° het aantal door de helpers gepresteerde uren;

2° het aantal door de helpers gedane prestaties;

3° het aantal thuis gedane prestaties op zaterdagen, zondagen, feestdagen en tussen 18 en 7 uur;

4° de bijdrage van de begunstigde.

Het College bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van die toelagen.

Art. 134. De toekenning van toelagen aan de dienst voor thuishulp is ondergeschikt aan de voorwaarde van de begunstigde van de hulp een bijdrage te vragen in verhouding tot de inkomsten en de lasten van het gezin volgens het barema en de modaliteiten vastgelegd door het College.

Art. 135. De driemaandelijkse voorschotten worden vereffend ten vroegste de 10de van de 2de maand van het betrokken trimester en ten laatste de 20ste van dezelfde maand. Het driemaandelijks voorschot is gelijk aan vijfennegentig percent van het bedrag van het overeenstemmend trimester van het voorgaand jaar.

De vereffening van de saldo gebeurt driemaandelijks. Het saldo van het 1ste semester wordt vereffend in de loop van het 2de semester van het lopend jaar, het saldo van het 2de semester wordt vereffend uiterlijk op 31 oktober van het jaar dat volgt op het dienstjaar voor zover de dienst voor thuiszorg de balans en de rekening van de ontvangsten en uitgaven uiterlijk op 30 mei van het jaar dat volgt overgemaakt heeft.

Eens de in het eerste lid bepaalde vervaldagen verstreken zijn, zullen de verschuldigd gebleven voorschotten verwijlintersten voortbrengen tegen de gemiddelde bank-interestvoet, zoals vastgesteld door de Nationale Bank, dit van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling, zoals vastgelegd in artikel 119.

Art. 136. § 1. Vóór het einde van elk jaar, bepaalt het College per erkende dienst voor thuiszorg, voor het volgend jaar een jaarlijks maximumaantal uren prestaties die voor een toelage in aanmerking komen in de begunstigde diensten van de toelagen.

§ 2. Dit contingent, voor de erkende diensten, wordt berekend op het aantal in elke dienst betoelaaide uren op 31 december van het voorgaand jaar, vermenigvuldigd met een door het College bepaalde coëfficiënt.

§ 3. Vóór het einde van de maand februari van elk jaar, kunnen de per contingent van het voorgaand jaar voorziene uren die niet zijn opgebruikt door een dienst bij besluit van het College, verdeeld worden over de verschillende diensten.

§ 4. De door het College vastgelegde contingenten zijn onderworpen aan het advies van de Adviesraad.

Onderafdeling V. — Bepaling betreffende de toelagen aan de centra voor teleonthaal

Art. 137. In aanvulling van de in artikel 115 voorziene toelagen, heeft de toelage eveneens betrekking op de kosten betreffende de vrijwillige telefonische hulpverleners. Die kosten slaan op de rekrutering, opleiding en supervisie van de vrijwillige telefonische hulpverleners.

Art. 138. Die werkings-, uitrustings-, opleidings- en rekruteringskosten van de vrijwilligers en van de promotie van de dienst worden door het College vastgelegd in functie van het aantal vrijwillige medewerkers, van het aantal oproepen en van de organisatie van het teleonthaal vierentwintig uur op vierentwintig. Die bedragen kunnen besteed worden aan werkingskosten of aan kosten voor bijkomend personeel.

HOOFDSTUK IV. — *Controle en inspectie*

Art. 139. Het College wijst de agenten van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie aan die belast zijn met de controle en de inspectie van de erkende ambulante diensten en van de verenigingen die een erkenning als ambulante dienst aangevraagd hebben.

Art. 140. De ambulante dienst conformeert zich aan de bepalingen aangaande de controle en de inspectie. Hiertoe garandeert hij die agenten de vrije toegang tot zijn lokalen en de mogelijkheid om ter plekke de stukken en documenten te raadplegen die nodig zijn voor de vervulling van hun opdracht.

TITEL III. — *De coördinatie-instellingen en de representatieve en coördinatie-instellingen*

HOOFDSTUK I. — *Definities en opdrachten*

Art. 141. De instelling heeft de organisatie en de coördinatie tot doel van activiteiten betreffende de bevordering en de informatie van de ambulante diensten die ertoe zijn toegetreden. De representatieve en coördinatie-instelling vertegenwoordigt haar leden tegenover het College.

Art. 142. De instelling heeft tot doel :

- 1° hulp en advies te geven aan haar leden;
- 2° uitwisselingen en reflecties te ontwikkelen tussen de leden;
- 3° de door de leden gevoerde acties te coördineren en bevorderen;
- 4° de verspreiding van de informatie onder en over de leden te verzekeren;
- 5° een coördinatie te ontwikkelen met de andere instellingen uit de Gezondheid, Sociale Actie, Familie en Sociale Cohesie, zonder andere partners uit te sluiten.

Zij kan daarenboven :

- 1° de voortgezette opleiding van de werknemers van de leden bevorderen;
- 2° werken aan onderzoek, enquêtes, studies en publicaties in de sociale en gezondheidsmateries.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsvoorwaarden*

Art. 143. Het College erkent, voor een onbepaalde duur, één instelling per sector die minstens vier ambulante diensten van eenzelfde sector en de twee derden van de ambulante diensten van die sector coördineert en eventueel vertegenwoordigt.

De ambulante diensten mogen lid zijn van verschillende erkende instellingen, maar worden slechts voor één enkele instelling per erkenning in rekening genomen.

Art. 144. In afwijking van artikel 143, kan het College eveneens een intersectorale coördinatie-instelling erkennen volgens de criteria en modaliteiten die het bepaalt.

Art. 145. Een instelling mag de ambulante diensten van een andere sector coördineren en, eventueel, vertegenwoordigen, voor zover :

- 1° die ambulante diensten er niet in geslaagd zijn hun eigen instelling te vormen, overeenkomstig artikel 143;
- 2° meer dan de helft van het totaal aantal ambulante diensten van hun sector uitmaken;
- 3° zij een overeenkomst met de instelling hebben gesloten die betrekking heeft op hun vertegenwoordiging of hun coördinatie door de instelling.

Art. 146. Om erkend te zijn, voldoet de instelling aan de volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk waarvan het maatschappelijk doel de in artikel 142 voorziene opdrachten vermeldt en de voorwaarden tot toetreding preciseert evenals de door de instelling aan haar leden geboden diensten;

2° zijn maatschappelijke zetel op het Brussels Hoofdstedelijk grondgebied hebben en zijn activiteiten hoofdzakelijk op datzelfde grondgebied uitoefenen;

3° de kandidatuur voor toetreding ontvangen van elke ambulante dienst uit de sector die hij coördineert of, eventueel, vertegenwoordigt in naleving van zijn filosofische, religieuze of politieke opties, voor zover de ambulante dienst zich ertoe verbindt de statuten van de instelling na te leven.

4° de deontologische regels en het beroepsgeheim naleven die van kracht is in de sector die hij coördineert of, eventueel vertegenwoordigt;

5° een kwalitatieve evaluatie maken overeenkomstig Titel IV.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsprocedure*

Afdeling I. — Erkenningsaanvraag

Art. 147. § 1. De instelling dient een aanvraag om erkenning in bij het College. Het College bepaalt de modaliteiten voor de indiening van die aanvraag.

Deze aanvraag om erkenning is vergezeld van een nota waarin gepreciseerd wordt op welke manier de dienst beantwoordt aan de opdrachten waarvoor zij een erkenning aanvraagt.

§ 2. De volgende documenten worden bij de aanvraag om erkenning bijgevoegd :

1° de naam van de vereniging zonder winstoogmerk;

2° de naam van de instelling;

3° een kopie van de statuten;

4° de lijst van de leden;

5° in voorkomend geval, de met de leden van een andere sector gesloten overeenkomst zoals bedoeld in artikel 145;

6° het adres van de maatschappelijke zetel;

7° het nummer van de bankrekening;

8° de naam van de persoon die ertoe gemachtigd is de vereniging zonder winstoogmerk te vertegenwoordigen en het bewijs van zijn aanstelling overeenkomstig de statutaire bepalingen;

9° een attest tot staving van de aansprakelijkheidsverzekering van de bestuurders;

10° het adres van de activiteitenzetel(s);

11° de naam van de met de algemene coördinatie belaste persoon en het bewijs van zijn mandaat;

12° een document dat aantoont dat de dienst het vruchtgebruik van de lokalen heeft;

13° de samenstelling van het team, met de functies, kwalificaties en arbeidstijd.

14° een voorbegroting van de ambulante dienst met vermelding van alle verkregen of gevraagde openbare toelagen evenals het bedrag van de bijdrage.

§ 3. De aanvraag wordt ontvankelijk verklaard wanneer zij alle hogerop bedoelde documenten bevat, die oprecht en conform verklaard zijn, en wanneer zij ondertekend zijn door de persoon die ertoe gemachtigd is om de vereniging zonder winstoogmerk te vertegenwoordigen.

Afdeling II. — Toekenning en weigering van erkenning

Art. 148. Wanneer de aanvraag ontvankelijk verklaard is, laat het College overgaan tot het onderzoek ervan en legt ze vervolgens voor advies voor aan de Adviesraad.

De Adviesraad brengt zijn advies uit binnen de drie maanden vanaf de aanhangigmaking.

Art. 149. De Adviesraad brengt de aanvrager op de hoogte van de datum waarop zijn dossier geanalyseerd is en nodigt hem uit om zijn project te komen voorstellen.

Art. 150. De Adviesraad brengt zijn advies uit ongeacht het gevolg dat door de aanvrager gegeven werd op de uitnodiging om zijn project te komen voorstellen.

Art. 151. Na advies van de Adviesraad, of bij ontstentenis van advies binnen de voorgescreven termijn, doet het College uitspraak over de aanvraag om erkenning en geeft kennis van zijn beslissing tot toekenning of weigering van erkenning aan de aanvrager.

Art. 152. De beslissing van het College betreffende de erkenning preciseert de opdrachten waarvoor de instelling erkend is evenals de sector(en) die de instelling coördineert en, eventueel, vertegenwoordigt.

Afdeling III. — Wijziging van erkenning

Art. 153. De instelling dient een aanvraag in om wijziging van erkenning bij :

- 1° een wijziging van de naam of van het maatschappelijk doel van de vereniging zonder winstoogmerk;
- 2° het sluiten of opzeggen van een overeenkomst bedoeld in artikel 145.

Art. 154. De aanvraag om wijziging van erkenning wordt onderzocht volgens de regels die van toepassing zijn op de aanvraag om erkenning. Enkel de in artikel 147 bedoelde documenten die gewijzigd werden moeten aan het College overgemaakt worden.

Afdeling IV. — Intrekking van erkenning of gedwongen wijziging van erkenning

Art. 155. Wanneer de erkenningsvoorwaarden en de werkingsnormen niet meer nageleefd zijn, of wanneer de instelling niet meer alle, in de beslissing tot toekenning van de erkenning gepreciseerde opdrachten vervult, richt het College een met redenen omklede ingebrekestelling aan instelling. De werknemers moeten hiervan onmiddellijk op de hoogte gebracht worden door de instelling. Het College bepaalt de termijn waarin de instelling zich moet conformeren aan zijn erkenning. Het College kan de instelling een voorstel van gedwongen wijziging van erkenning doen.

Art. 156. Na verloop van die termijn, legt het College het dossier voor aan de Adviesraad. Deze brengt zijn advies uit binnen de drie maanden na de aanhangigmaking.

Art. 157. De Adviesraad brengt de persoon die ertoe gemachtigd is de vereniging zonder winstoogmerk te vertegenwoordigen op de hoogte van de datum waarop zijn dossier geanalyseerd wordt en nodigt hem uit zijn opmerkingen te laten gelden en zich voor hem aan te bieden.

Art. 158. De Adviesraad brengt zijn advies uit, ongeacht het gevolg dat door de vereniging zonder winstoogmerk gegeven werd aan de uitnodiging om haar opmerkingen te laten gelden.

Art. 159. De beslissing van het College houdende intrekking van erkenning of voorstel van gedwongen wijziging van erkenning, wordt aan de dienst overgemaakt per bij de post aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs.

Art. 160. § 1. De beslissing van het College houdende intrekking van erkenning houdt de intrekking van de toelage van de betrokken instelling in binnen een termijn van minimum drie maanden vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving. De instelling is ertoe gehouden, zodra zij de kennisgeving van het College ontvangen heeft, de leden en de teamleden op de hoogte te brengen van de beslissing tot intrekking van de erkenning;

§ 2. De beslissing van het College houdende gedwongen wijziging van de erkenning houdt de wijziging in van de toelage van de betrokken instelling binnen een termijn van minimum drie maanden vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving.

Art. 161. De vermelding erkenning wordt geschrapt in alle documenten, affiches en publicaties vanaf de datum van de intrekking van de erkenning.

Afdeling V. — Vrijwillige sluiting

Art. 162. Wanneer een instelling beslist haar activiteiten stop te zetten, deelt zij die deze beslissing drie maanden voordat ze uitwerking heeft aan het College mede. De instelling is ertoe gehouden haar beslissing tot sluiting mede te delen aan haar leden en aan het personeel.

HOOFDSTUK IV. — *Normen en bepalingen aangaande de toelagen**Afdeling I. — Werkingsnormen*

Art. 163. § 1. De instellingen maken, minstens om de vijf jaar, een rapport op met daarin, voor elke door de instelling vertegenwoordigde sector :

- 1° een beschrijving van de evolutie van de beroepspraktijken van de sector;
- 2° een analyse van de sociale en gezondheidsproblemen waarmee hun sector te maken krijgt;
- 3° een analyse van de balans van het dienstaanbod van de sector met deze nieuwe sociale en gezondheidsproblemen.

Zij kunnen daarenboven, in overleg met de sociale partners, een analyse uitwerken van de jaarlijkse plannen voor de voortgezette opleiding van de werknemers van de sector.

Zij wordt overgemaakt aan de Adviesraad die ze bespreekt en ze vervolgens overmaakt aan het College, samen met zijn advies.

§ 2. Op basis van de in § 1 voorziene rapporten nemen de instellingen om de vijf jaar eveneens deel aan het uitwerken van een voor alle sectoren van de Sociale Actie en van het Gezin en de Gezondheid gezamenlijk rapport.

Dit rapport bevat een globale analyse van de evolutie van de vastgestelde sociale en gezondheidsproblemen en de afstemming van het dienstenaanbod van het geheel van de sectoren op deze problemen.

In voorkomend geval stelt dit rapport nieuwe oriëntaties voor voor het beleid inzake Gezondheid, Sociale Actie en Gezin.

Het wordt overgemaakt aan de Adviesraad die het bespreekt en vervolgens overmaakt aan het College, samen met zijn advies.

Afdeling II. — Bepalingen aangaande de toelagen

Art. 164. Binnen de limieten van de begrotingskredieten kent het College de erkende instelling een forfaitaire toelage toe waarvan het College het bedrag bepaalt.

Het bedrag van deze toelage mag niet lager zijn dan € 36.600 per jaar.

Wanneer de instelling een tweede sector vertegenwoordigt, overeenkomstig artikel 145, wordt het minimumbedrag van de toelage verhoogd met een bijkomend bedrag van minstens € 5.250. Deze bedragen worden geïndexeerd volgens de door het College bepaalde modaliteiten.

Art. 165. § 1. De in artikel 164 vastgelegd toelagen dekken de personeels-, opleidings- en werkingskosten.

Minstens zestig procent van die toelagen moeten gerechtvaardigd zijn door personeelskosten.

§ 2. Het College bepaalt de types kosten die in aanmerking komen voor betoelaging evenals de over te maken bewijsstukken.

Art. 166. De toelagen aan de instellingen worden vereffend volgens de in de artikelen 119 en 122 bedoelde modaliteiten.

HOOFDSTUK V. — Controle en Inspectie

Art. 167. Het College wijst de agenten van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie aan die belast zijn met de controle en de inspectie van de erkende instellingen en van de instellingen die een erkenning aangevraagd hebben.

Art. 168. De instelling conformeert zich aan de bepalingen aangaande de controle en de inspectie. Hiertoe garandeert zij die agenten de vrije toegang tot haar lokalen en de mogelijkheid om ter plekke de stukken en documenten te raadplegen die nodig zijn voor de vervulling van hun opdracht.

TITEL IV. — Kwalitatieve evaluatie*HOOFDSTUK I. — Definitie*

Art. 169. § 1. De kwalitatieve evaluatie is bedoeld voor de verbetering van de dienst die aan de begunstigen en de bevolking in haar geheel wordt aangeboden, in termen van preventie, hulp of zorgen, rekening houdend met de beschikbare middelen in personeel, financiële middelen en structuren.

§ 2. Onder voorbehoud van de wet op het welzijn op het werk en van de prerogatieven van de vakverenigingen, is de kwalitatieve evaluatie een permanent en gestructureerd proces van zelfevaluatie dat het geheel van de interne middelen van de ambulante dienst of van de instelling mobiliseert.

§ 3. De personeelsleden van de ambulante dienst of van de instelling nemen rechtstreeks deel aan de kwalitatieve evaluatie volgens vastgelegde modaliteiten, in overleg met de wettelijke vertegenwoordigers van de werknemers, door de ambulante dienst of de instelling.

De Raad van Bestuur van de ambulante dienst of van de instelling werkt mee aan de kwalitatieve evaluatie volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

De partners van de ambulante dienst of van de instelling kunnen bij de kwalitatieve evaluatie betrokken worden in functie van de gekozen thema's.

In naleving van de algemene deontologische regels die eigen zijn aan elke sector kunnen de begunstigen van de ambulante dienst of de leden van de instelling geraadpleegd worden, rechtstreeks of onrechtstreeks, in verband met de kwalitatieve evaluatie.

HOOFDSTUK II. — Methodologie

Art. 170. De kwalitatieve evaluatie heeft betrekking op een of verschillende werkhema's die door elke ambulante dienst of instelling gekozen werd uit een lijst van thema's die eigen zijn aan hun sector en gekoppeld aan zijn opdrachten.

Art. 171. § 1. Om de drie jaar en volgens de modaliteiten die hij bepaalt, vraagt het College de ambulante diensten of de instellingen om werkhema's voor te stellen die verband houden met de aan elke sector eigen opdrachten.

§ 2. Het geheel van die voorstellen wordt overgemaakt aan de Adviesraad die, per sector, een selectie uit de thema's maakt. Hij motiveert zijn voorstel en maakt het over aan het College binnen een termijn van drie maanden na zijn aanhangigmaking.

§ 3. Het College bepaalt de lijst van thema's per sector en maakt die over aan de diensten evenals aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 172. De kwalitatieve evaluatie wordt geformaliseerd door de overhandiging aan het College van een uitgewerkt project, voor drie jaar, per ambulante dienst of instelling. Dit project omvat :

1° de gemotiveerde keuze van het of de thema's;

2° een analyse de omgeving van de dienst of instelling in verband met dit of die thema's;

3° de door de kwalitatieve evaluatie beoogde doelstellingen;

4° de modaliteiten voor de tenuitvoerbrengring van die doelstellingen;

5° de modaliteiten voor de evaluatie van de tenuitvoerbrengring van de kwalitatieve evaluatie, vastgelegd door de dienst of de instelling.

Art. 173. Het College begeleidt, binnen de limieten van de beschikbare kredieten, de kwalitatieve evaluatie op methodologisch en financieel vlak, volgens de modaliteiten die het bepaalt. Het duidt de agenten van zijn dienst aan, buiten de inspectiedienst, die met deze begeleiding belast zijn.

Art. 174. De Adviesraad overhandigt, op eigen initiatief of op verzoek van het College, een advies over de kwalitatieve evaluatie.

HOOFDSTUK III. — *Sectorale en intersectorale betrekkingen*

Art. 175. Elk jaar, zich met name baserend op het in artikel 104 bedoeld activiteitenrapport, maakt het College een rapport op over de in de loop van het voorgaand jaar geïnitieerde kwalitatieve evaluaties. Dit rapport wordt voor advies voorgelegd aan de Adviesraad.

Het rapport en het advies van de Adviesraad worden aan de erkende ambulante diensten en instellingen overgemaakt, evenals aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 176. Om de drie jaar, zich met name baserend op de in artikel 172 voorziene rapporten, maakt het College een rapport op met daarin een sectorale en intersectorale analyse van de tenuitvoerbrenging van de kwalitatieve evaluaties. Dit rapport wordt voor advies voorgelegd aan de Adviesraad. Het rapport en het advies van de Adviesraad worden aan de erkende ambulante diensten en instellingen overgemaakt, evenals aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

TITEL V. — *De netten*HOOFDSTUK I. — *Definities, doelstellingen en toepassingsgebied*

Art. 177. § 1. De netten worden georganiseerd op geografische basis en opgebouwd rond een of meerdere thema's. Ze zijn beperkt in de tijd.

§ 2. Het net is een georganiseerde vorm van collectieve actie op basis van een vrijwillige samenwerking die de ambulante diensten, de diensten voor de begeleiding van gehandicapten en andere verenigingen, in niet-hiërarchische betrekkingen verenigt.

§ 3. De finaliteit van het net bestaat erin de coördinatie, de complementariteit, het multidisciplinair karakter, de continuïteit en de kwaliteit van de prestaties en activiteiten ten gunste van de begunstigde en/of de bevolking van het territorium te verbeteren.

Art. 178. In functie van hun doelstelling ontplooiën de netten activiteiten voor zorg, sociale actie of gezinsbijstand.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning en bepalingen betreffende de toelagen*Afdeling I. — *Erkenningsvoorwaarden*

Art. 179. Het College bepaalt het maximumaantal netten dat het erkent.

Art. 180. De promotor van het net is een ambulante dienst, of een erkende instelling of een net opgericht onder de juridische vorm van een vereniging zonder winstoogmerk.

Per afwijking van het College kan de promotor een vereniging zonder winstoogmerk zijn, betoelaagd in het kader van de facultatieve subsidies voor gezondheid, sociale actie of het gezin en dit, sedert minstens vijf jaar. Een ambulante dienst mag slechts promotor zijn van een enkel erkend net.

Art. 181. Het net, zoals bepaald in artikel 178, telt minstens drie partners waarvan er twee uit verschillende sectoren afkomstig zijn.

Art. 182. Het net heeft de verbetering van de zorgen, van de sociale actie of van de gezinsbijstand tot doel.

Art. 183. Het net beantwoordt aan een behoefte van een begunstigde op een welbepaald gebied. Het houdt rekening met de sanitaire en sociale omgeving evenals met het bestaand dienstenaanbod.

Art. 184. De actoren van het net eerbiedigen de deontologie die van kracht is in de betrokken beroepen evenals het gedeeld beroepsgeheim.

Afdeling II. — *Procedure tot toekenning of weigering van vergunning*

Art. 185. Het College erkent een net voor een periode van drie jaar die hernieuwbaar is wanneer een financiering gerechtvaardigd blijft rekening houdend met de bestaande kredieten en de erkenning van andere netten.

Art. 186. Om erkend te worden, voldoet het net aan de volgende voorwaarden :

- 1° een promotor hebben die opgericht is onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;
- 2° zijn activiteiten voornamelijk op het Brussels Hoofdstedelijk grondgebied uitoefenen.

Art. 187. § 1. De aanvraag om erkenning wordt door de promotor van het net ingediend bij het College. Het College bepaalt de modaliteiten voor de indiening van die aanvraag.

Het aanvraagdossier bevat de volgende elementen :

- 1° de naam van het net;
- 2° de historiek van de oprichting van het net;
- 3° het doel van het net en de nagestreefde operationele doelstellingen;
- 4° de betrokken bevolking en het bediend grondgebied;
- 5° de maatschappelijke zetel van het net;
- 6° de precieze identiteit van de promotor van het net en de naam van de contactpersoon;
- 7° de leden van het net, hun eventuele functie binnen het net en hun respectieve tussenkomstgebieden;
- 8° de beschrijving van de activiteiten van het net;
- 9° de modaliteiten voor toetreding en ontslag van de leden van het net;
- 10° in voorkomend geval, de modaliteiten voor de vertegenwoordiging van de begunstigten;

11° de organisatie en de coördinatie die de interacties en de banden tussen de leden verzekeren, de werkingsvoorwaarden van het transversaal project en, in voorkomend geval, de modaliteiten die voorzien zijn om de continuïteit van de activiteiten van het net te verzekeren;

12° de organisatie van het informatie- en communicatiesysteem binnen het net evenals de wisselwerking met de systemen die bij de partners bestaan;

13° de previsionele kalender van de tenuitvoerbrenging onder de vorm van over drie jaar te bereiken doelstellingen en waarin een evaluatiesysteem voorzien is;

14° de voorbegroting op drie jaar;

15° de voorwaarden voor de ontbinding van het net;

§ 2. Wanneer het net opgericht is onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, dan is artikel 64, § 2, 1° tot 11, van toepassing.

Art. 188. Het College legt het dossier voor advies voor aan de Adviesraad. Deze brengt zijn advies uit binnen een termijn van maximum drie maanden na zijn aanhangigmaking.

De beslissing van het College over de erkenning van het net preciseert de volgende elementen :

1° de promotor van het net;

2° het juridisch statuut van het net;

3° de leden van het net;

4° het bediend grondgebied;

5° het doel van het net;

6° de nagestreefde doelstellingen;

7° de acties van het net;

8° de modaliteiten van de organisatie en de coördinatie die de interacties en de banden tussen de leden verzekeren

9° het bedrag van de forfaitaire toelage voor de drie jaar.

Art. 189. Wanneer de erkenning geweigerd wordt, brengt het College de aanvrager op de hoogte van zijn beslissing.

Art. 190. Voor de hernieuwing van de erkenning dient het net, zes maanden vóór de vervaldag, zijn geactualiseerde aanvraag in bij het College en richt er een kopie van aan zijn diensten.

Art. 191. De erkenning van het net kan jaarlijks gewijzigd worden door het College. Het College brengt de promotor op de hoogte van zijn beslissing.

Art. 192. De erkenning van het net kan worden ingetrokken bij niet-naleving van de in artikel 189 bedoelde beslissing van het College.

Art. 193. Op het ogenblik van de oprichting van het net en van de eventuele hernieuwing van de erkenning, tekenen de leden van het net onderling een samenwerkingsovereenkomst die de samenwerkingsmodaliteiten preciseert.

Deze constituerende overeenkomst wordt ondertekend door elk nieuw lid van het net. De ondertekenaars verbinden zich ertoe deel te nemen aan de acties van het net.

Afdeling III. — Toelagen

Art. 194. Het College bepaalt de aan het erkend net toegekende forfaitaire toelage. Deze toelage wordt geïndexeerd volgens de in artikel 126 vastgelegde modaliteiten.

Art. 195. Deze forfaitaire toelage is bestemd voor kosten aangaande :

1° bezoldigingen en honoraria;

2° opleiding;

3° beheer en werking;

4° tenuitvoerbrenging van de acties, met inbegrip van de promotie en publicatie;

5° verplaatsingen in België.

Art. 196. Deze forfaitaire toelage wordt vereffende volgens de in de artikelen 119 en 122 vastgelegde vereffeningmodaliteiten.

TITEL VI. — Procedure voor de erkenning van de geïntegreerde dienst voor thuiszorg

Art. 197. De in TITEL II - Hoofdstuk II bedoelde erkenningsprocedure is van toepassing op de geïntegreerde dienst voor thuisverzorging, erkend door de Franse Gemeenschapscommissie in toepassing van het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van geïntegreerde diensten voor thuisverzorging.

TITEL VII. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 198. Worden opgeheven :

1° het decreet van 29 maart 1993 van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

2° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 juli 1994 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning;

3° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van de diensten actief op het gebied van het druggebruik;

4° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

5° het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1996 houdende de erkenning van de instellingen die bemiddelen bij schulden;

6° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor globale sociale actie;

7° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 houdende de erkenning en de subsidiëring van de centra die instaan voor de coördinatie van de zorgverstrekking en de diensten voor thuisverpleging en de diensten voor palliatieve verzorging en nazorg;

8° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 1999 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor thuishulp;

9° de hoofdstukken VII en VIII van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 tot wijziging van de verschillende bepalingen betreffende de subsidies toegekend aan de gezondheids- en welzijnssector;

10° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 december 2003 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de diensten voor opdrachten inzake bijstand aan de slachtoffers en aan hun naasten, enerzijds, en aan de verdachten en in vrijheid gestelde veroordeelden en aan ex-gedetineerden en aan hun naasten, anderzijds;

11° de artikelen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 juni 2005 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan instellingen die representatief zijn voor de Maatschappelijke Actie en het Gezin;

12° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 april 2008 betreffende de erkenning en de verlening van toelagen aan de diensten «Espaces-Rencontres».

Art. 199. De door de Franse Gemeenschapscommissie op de datum van inwerkingtreding van het decreet erkende ambulante diensten en instellingen, zijn erkend voor onbepaalde duur. Zij zijn onderworpen aan de bepalingen van het decreet en aan zijn uitvoeringsbesluiten.

Zodra het decreet van toepassing is bepaalt het College, over drie jaar, de kalender volgens dewelke de ambulante diensten en instellingen een kwalitatieve evaluatie opstarten.

Art. 200. In afwijking van artikel 186, worden de bij beslissing van het College van 14 februari 2008 betoelaagde netten die een toelage toekennen aan de promotoren van projecten van gezondheidsnetten, erkend op de datum van inwerkingtreding van het decreet en dit, voor een periode van twee jaar. Aan het einde van die periode van twee jaar kan hen, eventueel, een nieuwe erkenning voor een periode van drie jaar worden toegekend.

Art. 201. Onderhavig decreet treedt in werking op de door het College vastgestelde datum en uiterlijk op 1 januari 2010. Het College evalueert zijn tenuitvoerbrenging tussen 1 juli en 31 december 2012. Het deelt haar evaluatierapport mede aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en dit, uiterlijk op 31 januari 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 maart 2009.

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschap, belast met Openbaar Ambt en Gezondheid

Ch. PICQUE,

Lid van het College van de Franse Gemeenschap, belast met Sociale Cohesie

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Lid van het College van de Franse Gemeenschap,
belast met Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme

Mevr. F. DUPUIS,

Lid van het College van de Franse Gemeenschap,
belast met Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer

E. KIR,

Lid van het College van de Franse Gemeenschap, belast met Sociale Actie, Gezinnen en Sport